

RAPPORT DE MISSION (MAI 1993)

MONT NIMBA (Guinée)
SITE DU PATRIMOINE MONDIAL

CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO
7, PLACE DE FONTENOY
PARIS
JUILLET 1993

SOMMAIRE

	Page
I. PREFACE	i
CARTE	ii
RESUME	iii-vi
II. HISTORIQUE DE LA MISSION	1-2
1) Dates	
2) Participants	
3) Visites sur le site du Mont Nimba	
4) Visites des villages	
5) Préparation des recommandations	
6) Présentation du rapport de fin de mission	
III. PRINCIPAUX RESULTATS	2-4
1. Historique	
2. Suivi de l'état de la conservation - 1993	
3. Suivi de l'état de la végétation - 1993	
4. Intégrité du site	
IV. LIMITES DU SITE DU PATRIMOINE MONDIAL	5-7
1. Proposition d'inscription de 1981 (Carte I)	
2. Proposition d'inscription de 1991 (Carte II)	
3. Potentiel minéral (Cartes V, VI, VII et Rapport de M. Traoré, Annexe 4)	
4. Limites proposées - 1993 (Cartes III, IV, VIII et IX)	
5. Carte IX - Limites proposées	
6. Notes sur la région située à l'extérieur des limites du site	
V. ACTIONS URGENTES NECESSAIRES	7
1. Projet pilote du Mont Nimba	
2. Législation	
3. Etablissement d'une autorité autonome de gestion	
VI. INTEGRATION DANS LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DU BASSIN DU CAVALLY	8
VII. POTENTIEL MINIER ET INTEGRATION	9
1. Historique	
2. Points à développer dans les études d'impact environnemental	
3. Financement dans l'avenir	
VIII. RECOMMANDATIONS	10-13

IX. CARTES ET RESUME DES DONNEES DES CARTES
par J.F. Pascual

14

I	Site accepté par le Comité en 1981	
II	Site proposé par la Guinée en 1991	
III	Valeurs naturelles (A) 1993	
	Zones dégradées (B) avant 1981	
IV	Région septentrionale	
V	Localisation des gisements	
VI	Zone louée à la NIMCO	
VII	Zone réservée à la mine et aux infrastructures	
VIII	Limites proposées pour la partie septentrionale	
IX	Limites proposées en 1993	
X	Limites de la Réserve de la biosphère	

X. ANNEXES

1.	Valeur du site du patrimoine mondial du Mont Nimba, rapport du Pr M. LaMotte	15
2.	Rapport sur l'état actuel de la végétation par le Pr J. Koechlin	19
3.	Contexte socio-économique	
	i. Rapport de J.F. Pascual	23
	ii. Rapport de Gneneyi Dore	26
	iii. Rapport d'Abou Cisse	28
	iv. Point de vue du village de Gbié	29
	v. Rapport d'Etienne Vernet (Collectif Environnement Développement International (CEDI)	30
	vi. Point de vue guinéen	40
4.	Historique du projet minier par Ibrahima Sory Traore	42
5.	Rapport d'évaluation de l'UICN	45
6.	Liste des participants	49

I. PREFACE

A la demande du Comité du patrimoine mondial, le Centre du patrimoine mondial a organisé une mission afin d'étudier l'état de conservation du Mont Nimba, site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril. La mission s'est déroulée du 15 au 30 mai 1993, en coopération avec le Gouvernement guinéen, l'UNESCO et le PNUD.

D'autre part, les personnes dont les noms figurent sur la liste des participants (voir Annexe) ont offert sans compter leur temps et leurs compétences. La coopération de tous a été exceptionnelle et, malgré les longues heures de travail et le voyage pénible, on a pu parvenir à un consensus sur le maintien du site sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

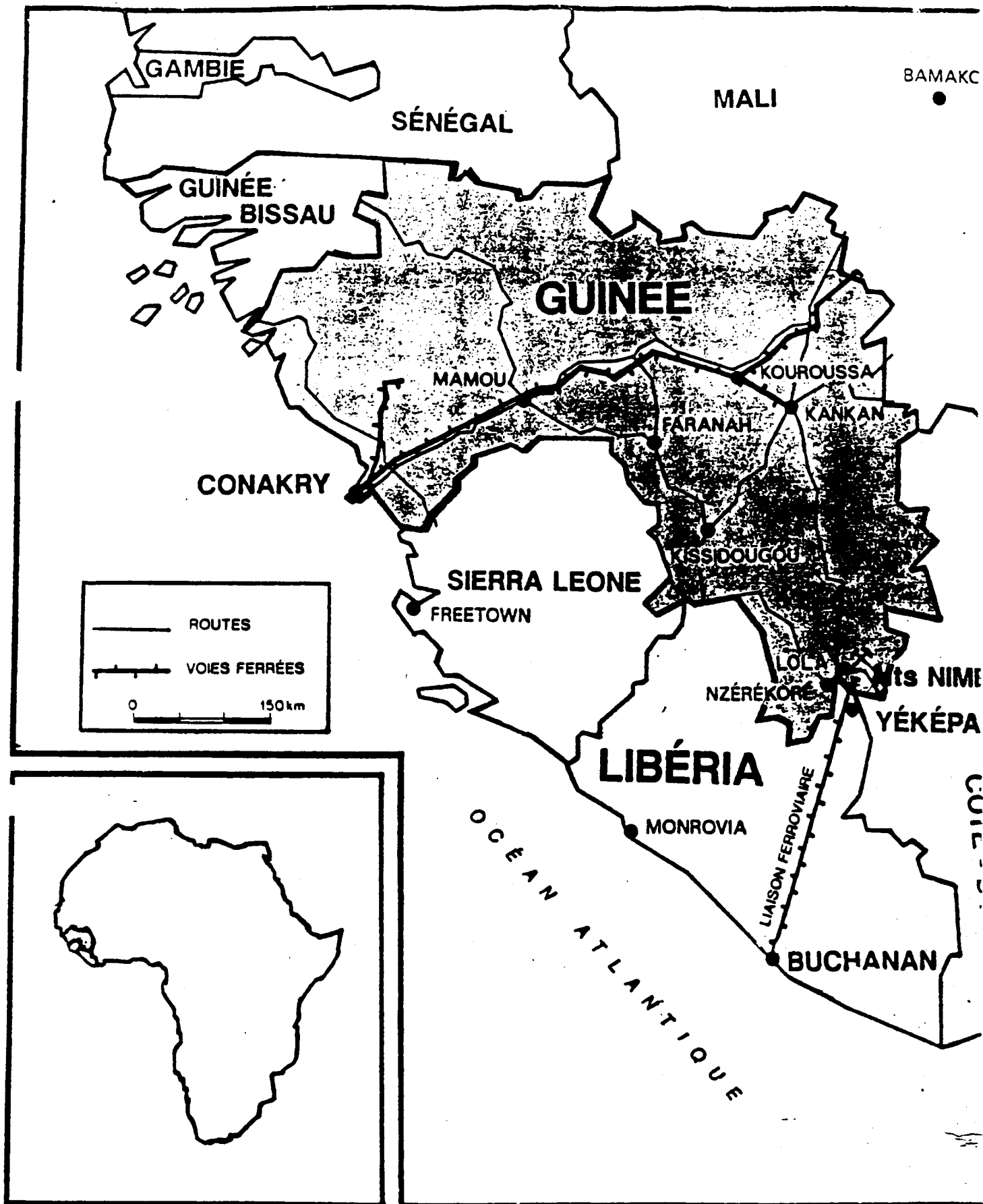
La mission remercie tout particulièrement M. J.F. Pascual et l'équipe du projet pilote du Mont Nimba ; l'exécution de la mission n'aurait pu être couronnée de succès sans les dispositions prises par M. Pascual en coopération avec le gouvernement guinéen. La collaboration de la Commission guinéenne de l'UNESCO a également été un facteur déterminant de la réussite de cette mission.

Tous les autres membres de l'équipe ont participé efficacement aux discussions et ont soumis des rapports très utiles qui constituent les annexes du présent document.

Le site du patrimoine mondial du Mont Nimba répond toujours aux critères d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Un nouveau périmètre du site a été proposé et la mission souhaite vivement que le Gouvernement guinéen le soumette au Comité du patrimoine mondial.

A la réunion du Bureau qui s'est tenue du 21 au 26 juin 1993, les recommandations de base de la mission ont été acceptées et la demande d'assistance d'urgence d'un montant de 30 000 dollars a été approuvée.

Harold Eidsvik
Spécialiste du Programme
Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO



RESUME

A. Objectifs de la mission

Les objectifs de la mission ont été décidés conformément à la décision prise par le Comité du patrimoine mondial en 1992 et sont les suivants :

1. Evaluer l'impact du projet d'exploitation minière, les problèmes de population et autres menaces pesant sur l'intégrité et les valeurs universelles pour lesquelles le site a été inscrit.
2. Recommander une limite appropriée pour ce site du patrimoine mondial en péril.
3. Identifier les mesures nécessaires permettant d'assurer une gestion efficace et appropriée.

B. Composition de la mission

Ont participé à cette mission pluridisciplinaire :

- des représentants du gouvernement guinéen, dont M. Mohammed Sylla, du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement ; le PNUE représenté par M. M. Taal, spécialiste du programme pour les écosystèmes forestiers ; l'UICN représenté par M. Mankoto, vice-président de cette organisation pour l'Afrique de l'Ouest ; consultants de l'UNESCO : le Pr Maxime LaMotte (faune), le Pr Jean Koechlin (flore). Les ONG étaient représentées par M. E. Vernet représentant le CEDI (Collectif Environnement Développement International) auquel appartiennent, entre autres, Greenpeace, le WWF, les Amis de la Terre et le FNE. Trois représentants d'ONG guinéennes ont également participé, aux côtés de M. J.F. Pascual, responsable du projet pilote PNUE/UNESCO Mont Nimba. Le Centre du patrimoine mondial était représenté par M. H. Eidsvik et M. B. von Droste, directeur.

C. Déroulement de la mission

La mission a passé plusieurs jours sur le terrain pour visiter les différentes parties du site, les zones dégradées de la région prospectée en vue de l'exploitation minière ainsi que plusieurs villages de la périphérie, notamment Gbié (22 habitants), Bakoré (200 habitants), Thuo (1 000 habitants dont les trois quarts sont des réfugiés libériens), Bossou (sous-préfecture de 2 000 habitants et siège du Centre de primatologie établi par les Japonais), enfin, Lata (300 habitants).

Une rencontre a eu lieu à Lola avec les représentants des réfugiés de la région (plus de 40 000 dans la préfecture de Lola), en présence de responsables de la préfecture et du HCR.

Les participants à la mission se sont réunis tous les jours pour discuter des observations réalisées et jeter les bases du rapport à terminer avant la fin de la réunion du Bureau du Centre du patrimoine mondial, du 21 au 26 juin 1993.

D. Principaux résultats

Les résultats fondamentaux sont représentés par la carte précise du site du patrimoine mondial proposée par l'ensemble des membres de la mission et confirmant l'exclusion de la zone minière.

E. La mission a conclu que le site du Mont Nimba continue à répondre à plusieurs critères justifiant son inclusion sur la Liste du patrimoine mondial, notamment :

- Critère I : intérêt géomorphologique et géologique (témoignage de l'histoire tectonique de l'Afrique de l'Ouest).
- Critère II : forêts et prairies à différentes altitudes avec une large variété d'habitats et une grande diversité biologique.
- Critère III : beauté et originalité du site (reliefs accidentés, harmonie d'une végétation diversifiée).
- Critère IV : diversité biologique considérable dans les formations végétales et présence d'espèces endémiques dont le crapaud vivipare *Nectophrynides occidentalis*. Rôle important dans la préservation de la grande faune de la région qui a presque disparu.

F. Menaces pesant sur le site

Etant donné sa faible superficie, environ 17 700 ha, et la pression démographique à sa périphérie, l'intégrité du site reste menacée. Vient s'ajouter à ce danger la perspective d'une exploitation minière en contact immédiat avec le site. Un autre problème est lié à l'insuffisance du cadre administratif responsable de la gestion et de la protection. La mission a conclu que le site doit rester inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril pour les trois raisons suivantes :

- a) structure institutionnelle insuffisante
- b) pression démographique accentuée par l'afflux des réfugiés du Libéria
- c) impact d'une éventuelle exploitation minière.

Le massif du Mont Nimba est un exemple des forces d'érosion sur une période géologique. Les montagnes sont les derniers résidus d'une élévation côtière principale maintenant entourée par une pénéplaine.

G. Mesures proposées

i. Mesures pour surmonter la précarité de la structure institutionnelle.

Le projet pilote PNUD/UNESCO est seul pour assurer temporairement une présence sur le site et les moyens limités dont il dispose ne permettent pas d'en assurer une protection convenable. La mission propose donc la création d'un Office national pour la gestion et la protection du Mont Nimba. Elle recommande également de joindre à cette institution un Comité international scientifique pour renforcer la coopération dans le cadre du programme sur l'Homme et la biosphère.

ii. Mesures concernant la situation socio-économique autour du site.

La mission recommande que le gouvernement guinéen accorde la plus grande priorité au développement des infrastructures telles que l'éducation, la santé et les communications dans la région et en favorise le développement économique. Les experts souhaitent la mise en place de projets de démonstration dans le domaine de l'agriculture, l'élevage, l'agroforesterie et la pisciculture pour permettre de satisfaire les besoins d'une population dont la croissance rapide est encore accrue par l'afflux de réfugiés du Libéria.

La mission considère également la création d'un écomusée comme une priorité éducative indispensable dans le domaine de l'hygiène, l'alimentation, la gestion et la protection des ressources naturelles.

iii. Mesures à prendre en tenant compte du projet d'exploitation minière.

La mission insiste sur la nécessité de procéder à une autre étude d'impact détaillée une fois que les plans définitifs de l'exploitation minière seront connus.

La mission recommande que le gouvernement guinéen fasse appel à l'expertise internationale pour préparer une Convention sur l'environnement à négocier avec la société minière.

La réunion a noté avec satisfaction l'offre par la société minière d'une somme de 500 000 dollars constants par an pour participer à la conservation du site du patrimoine mondial.

Nous avons pu présenter les résultats de la mission au Dr Dakou M. Sako, ministre des Ressources naturelles, de l'Energie et de l'Environnement, avant notre retour à Paris. Il a indiqué son accord absolu et félicité la mission pour son excellent travail. Le Centre du patrimoine mondial va ainsi recevoir dans un proche avenir la confirmation de la nouvelle délimitation du site du patrimoine mondial ainsi que des demandes d'assistance

internationale au titre du Fonds du patrimoine mondial pour :

- l'élaboration d'un schéma directeur pour le futur "Office national de gestion et protection du Mont Nimba" ;
- la formation de cadres et de techniciens ;
- l'aide d'un expert dans l'élaboration de la Convention sur l'environnement qui devrait être négociée par le gouvernement guinéen avec la société minière NIMCO.

. Nous avons également pu rencontrer brièvement le représentant résident du PNUD à Conakry, M. S. Dyomin, qui nous a fait part des difficultés d'obtention de la prolongation du projet pilote PNUD/UNESCO pour le Mont Nimba qui est mis en oeuvre par la Division des sciences écologiques et dont la première phase se termine dans deux mois.

Nous insistons sur l'importance du maintien de ce projet indispensable pour la protection du Mont Nimba face aux divers types de dangers qui menacent l'intégrité du site.

II. HISTORIQUE DE LA MISSION

1. La mission s'est déroulée du 15 au 30 mai 1993.

2. Participants à la mission du Mont Nimba, Guinée, mai 1993 :

M. Maxime LaMotte, professeur (cinquante ans de recherche sur le terrain)

M. J.F. Pascual, chef du projet pilote PNUD/UNESCO Mont Nimba

M. Jean Koechlin, professeur de botanique à l'Université de Bordeaux (en retraite)

M. Etienne Vernet, CEDI, (Collectif Environnement et Dimension internationale), ONG basée à Paris

M. Mankoto, vice-président de l'UICN (Afrique de l'Ouest)

M. Bai-Mass Taal, PNUE, Nairobi

M. Saramady Toure, directeur, projet pilote NIMBA

M. Sidiki Kone, projet pilote NIMBA

M. Gneney Dore, MIFERGUI

M. Ceoui Dore, MIFERGUI

M. Ibrahima Sory Traori, NIMCO

M. Abou Cisse, Gouvernement régional, N'Zerokore

M. Mamadou Bella Diallo, ASSONANE, ONG guinéenne

M. Mamdou Sylla, MRNEE, Guinée.

Note : Certains participants n'ont pas été présents durant toute la mission, notamment M. Mankoto, M. von Droste et M. Taal.

3. Visites sur le site

La mission a débuté par l'étude des photos aériennes et images prises par satellite ainsi que de la carte (1/40 000) de la région. Les conditions actuelles concernant le site du patrimoine mondial, les opérations potentielles de la zone minière et les pressions démographique et agricole ont été examinées.

Les participants ont passé deux jours dans les prairies de montagne pour étudier les limites potentielles du site du patrimoine mondial après les dégradations provoquées par les prospections minières ainsi que les valeurs patrimoniales susceptibles d'être conservées ou perdues. Le troisième jour a été consacré à l'examen des demandes pour des facilités opérationnelles et pour le dépôt de résidus de l'exploitation minière, résidus déposés jusqu'ici dans la Vallée de la Zié. Deux jours ont été consacrés à l'étude des frontières du parc et au développement agricole limitrophe.

Dans la région de Thuo, on a pu mettre en évidence certains impacts de l'ancienne mine de la LAMCO au Libéria.

Chacune des visites sur le terrain a été suivie d'une réunion pour faire le point en fin de journée et revoir les options proposées pour les démarcations.

4. Visites des villages

Des réunions préliminaires ont eu lieu avec les autorités préfectorales à N'Zérékoré et Lola. Des réunions avec les villageois se sont tenues à Gbié, (200 habitants), Labileta (300 habitants) et Bossou (2 000 habitants). Des discussions se sont également déroulées avec des représentants de la communauté des réfugiés libériens.

5. Préparation des recommandations

Un petit groupe d'experts, comprenant des représentants du gouvernement, de la NIMCO, des ONG et du Centre du patrimoine mondial, a travaillé à l'élaboration des recommandations à soumettre à l'ensemble de la mission.

6. Présentation locale du rapport de fin de mission

A la fin de la mission, un groupe de représentants a remis un compte rendu des travaux au Dr Dakouh M. Sakou, ministre des Ressources naturelles, de l'Energie et de l'Environnement. Le représentant résident du PNUD à Conakry, M. S. Dyomin, a également reçu ce rapport au cours d'une brève rencontre avec M. von Droste à l'aéroport.

III. PRINCIPAUX RESULTATS - VALEURS DU PATRIMOINE MONDIAL

1. Historique

Le site a été accepté par le Comité du patrimoine mondial en 1981, sur la base des critères I et III. Il ne fait aucun doute que le site continue de répondre à ces critères ; de plus, le site répond aux critères II et IV.

2. Etat de conservation en 1993

i) Les caractéristiques géomorphologiques (critère (i)) n'ont évidemment pas changé et sont restés du plus grand intérêt théorique et didactique.

ii) La diversité des milieux végétaux (critère (ii)) inclus dans le site reste considérable puisque seules seront exclues les prairies d'altitude de la crête et du versant oriental du Pierré, ainsi que les hautes vallées de la Rivière Zié et du Gouan, comprises dans la zone minière. Le site inclut une grande variété de prairies de montagne, dont seule une fraction a été modifiée par les travaux de prospection qui ont dépassé la zone minière proprement dite. Il inclut aussi les savanes à buttes du piedmont et la presque totalité des forêts de l'ancienne Réserve naturelle, tant des plaines que des versants, des ravins et des crêtes méridionales (voir Annexe sur la végétation).

iii) En ce qui concerne l'esthétique (critère (iii)), des modifications non négligeables se sont déjà produites. Il a été construit sur le plateau du Zougué deux séries de maisons

d'habitation destinées aux prospecteurs. On trouve, un peu plus haut, une base technique avec atelier, maisons et groupes électrogènes ; plus haut encore, quelques maisons et un laboratoire. Il existe surtout dans toute la partie septentrionale de la chaîne, une profusion de pistes qui ont permis de nombreux sondages et le creusement de plusieurs galeries. On trouve partout des déblais, des éboulis artificiels, des tranchées et des fosses cimentées.

Ces atteintes aux paysages effectuées lors des travaux de prospection (1970-1978) sont toutefois limitées à la zone qui était affectée à une éventuelle exploitation minière, donc exclue du site du patrimoine mondial.

Les sites les plus remarquables ne sont pas touchés : les pentes abruptes du versant oriental, l'essentiel des crêtes de l'axe central et du Mont Leclerc, les profondes vallées forestières du Bâ, du Gâ, du Diougou et du Ya, et les cascades qui strient les flancs de la montagne. Les deux tiers méridionaux de la chaîne sont totalement intacts et l'ensemble de la montagne reste quelque chose d'exceptionnel en Afrique de l'Ouest, justifiant parfaitement une inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

iv) En ce qui concerne les espèces endémiques animales (critère (iv)), aucune n'est propre à la partie septentrionale des crêtes et toutes se retrouvent donc dans le reste de la chaîne, certaines même en plus grande abondance car la partie nord est plus sèche et donc moins favorable aux espèces hygrophiles qui constituent la grande majorité de ces endémiques. Le crapaud vivipare, en particulier, est très peu représenté vers le Pierré Richaud et ses populations ne sont abondantes qu'à partir du Mont Tô et du Signal Sempéré. Sur la surface d'exploitation minière prévue ne vit certainement que moins de 1/20 de la population totale.

Les limites proposées pour le site abritent donc toutes les espèces de la faune orophile endémique et l'essentiel de leurs populations.

3. Etat de la végétation en 1993

La végétation de la Réserve du Mont Nimba, avec une combinaison très diversifiée d'écosystèmes de plaine et d'altitude, représente un ensemble d'une grande originalité et unique au monde. Sa valeur patrimoniale est, en outre, inestimable du fait de la dégradation généralisée de la végétation forestière en Afrique occidentale et plus particulièrement en Guinée forestière.

Les différentes formations de la Réserve, à savoir savanes de piedmont, forêts mésophiles et ombrophiles de basse altitude, forêts et prairies de montagne, sont en général dans un état satisfaisant de conservation et en équilibre avec les conditions du milieu naturel.

Elles ont cependant subi, et subissent encore, un certain nombre d'atteintes :

- Les limites de la Réserve ne sont pas toujours respectées là où la pression agricole est la plus forte (notamment à Gbié, Selingbala et Thuo).

- Des dégradations ont été causées par les travaux de prospection minière (1969-72 et 1977-78) : construction de cités dans les savanes de mi-pente ; ouverture de plusieurs dizaines de km de routes et travaux divers dans le secteur du Pierré Richaud. Zones dénudées et déblais sont colonisés par une végétation secondaire. Dans la prairie, des espèces comme *Kotschya lutea*, *Dissotis grandiflora* et surtout *Melinis*, peuvent favoriser des peuplements purs. Cette "pollution botanique" est limitée mais une telle situation doit faire l'objet d'une surveillance continue. Cette végétation secondaire s'est efficacement opposée au développement de l'érosion, même sur fortes pentes.

Il faut souligner le fait que le bon état actuel de la Réserve est une situation précaire : la pression des agriculteurs, confrontés à une pénurie des terres de plus en plus accentuée fait peser sur elle une menace d'une extrême gravité.

Seul un système efficace de surveillance, une amélioration des pratiques agricoles traditionnelles et la création de nouveaux secteurs d'emploi seraient en mesure d'y remédier.

4. Intégrité du site

Alors que les membres de la mission ne doutent absolument pas du fait que le site réponde aux critères du patrimoine mondial, ils ont cependant quelques inquiétudes quant à l'intégrité du site :

- i) Il n'existe pas de structures administratives efficaces ni de présence en dehors du projet pilote du Mont Nimba ;

- ii) les parties constitutives d'un plan de gestion sont en place : outils de gestion, plan de protection et programme de recherche. Il n'y a pas de plan spécifique de gestion pour le site du patrimoine mondial autre que celui concernant les Réserves de la biosphère.

Les inquiétudes exprimées par l'UICN (Rapport de Sayer, 1992) ont été largement surmontées par l'inclusion de la plus grande partie du secteur nord de la montagne dans le site du patrimoine mondial.

Le financement à court terme reste un problème ; par contre, le financement à long terme sera réalisable à partir des contributions des concessions minières spécifiquement destinées à la conservation.

La mission recommande que le Mont Nimba soit maintenu sur la Liste du patrimoine mondial en péril jusqu'à ce qu'une unité de gestion efficace soit mise en place.

IV. LIMITES PROPOSEES DU SITE DU PATRIMOINE MONDIAL

1. Proposition d'inscription de 1981 (Carte I)

Il y a eu plusieurs erreurs techniques dans la proposition d'inscription de 1981 qui ont été à l'origine de confusions et de malentendus. Heureusement ou malheureusement, les erreurs sont partagées par toutes les parties responsables de l'inscription (le gouvernement guinéen, le Secrétariat du patrimoine mondial, l'UICN et le Comité). Ces erreurs sont les suivantes :

- i) la latitude de 7° 14' à 7° 23' N était incorrecte ; **elle aurait du être de 7° 23' à 7° 43' N ;**
- ii) la longitude de 10° 29' à 10° 40' W était incorrecte ; **elle aurait du être de 8° 19' à 8° 30' W ;**
- iii) le décret du 5/07/1944 a été publié par l'ancien gouvernement de l'AOF et, de ce fait, comprenait 5 200 ha appartenant à la Côte-d'Ivoire qui n'auraient pas dû être inclus dans la proposition d'inscription guinéenne ;
- iv) la proposition d'inscription de 1981 de 17 130 ha ne comprenait pas les 2 160 ha ajoutés au site par le décret de 1955. Le total est donc de 19 290 ha.
- v) les cartes soumises avec les propositions d'inscription de 1981 montraient spécifiquement "l'exclusion de la partie nord (septentrionale) du site". Les limites du site n'étaient donc pas clairement définies, ce qui a causé une confusion considérable.

2. Proposition d'inscription modifiée de 1991 (Carte II)

Le 24 juillet 1991, le gouvernement guinéen a présenté une proposition d'inscription modifiée pour le site du Mont Nimba. En proposant une réduction de la superficie du site de 4 600 ha, le gouvernement désirait clarifier ses intentions initiales, à savoir que les parties septentrionales du site incluant la zone minière, ne devaient pas faire partie du site.

Cette proposition d'inscription modifiée a été examinée par l'UICN et le Comité ; l'UICN a conclu, entre autres, que cette proposition aurait un impact grave sur les qualités du site du patrimoine mondial dont l'intégrité ne pourrait pas être assurée. Le Comité n'a donc pas accepté la modification proposée.

3. Potentialité d'exploitation minière et antécédents (Cartes V, VI, VII, et Rapport de M. Traore en Annexe)

On soupçonnait la présence d'un important gisement de minerai de fer au Mont Nimba depuis 1942. Un potentiel de 500 000 000 de tonnes de minerai de fer à 66% avait été identifié en 1979, avant la proposition d'inscription de la zone en 1981.

Dès 1962, la LAMCO Mines a commencé l'exploitation minière au Libéria. Entre 1962 et 1990, 250 000 000 de tonnes de minerai ont été exportées. Les gisements de minerai du Mont Nimba se situent

à environ 20 km au nord de l'ancienne mine du Libéria. La zone a été prospectée intensivement en 1969-1971 (avec l'aide financière du PNUD), puis à nouveau en 1977-1978. Au prix de 17 dollars la tonne, la valeur approximative du gisement est d'environ 8 milliards de dollars. Le coût de l'exploitation est estimé à 9 dollars la tonne, soit 4,4 milliards de dollars. Il est certain que le gouvernement guinéen avait connaissance de ces informations au moment de la proposition d'inscription.

La zone du Mont Nimba où se situe la mine est clairement définie (voir les cartes V, VI et VII) et sa localisation comme sa valeur étaient connues au moment de la proposition d'inscription de 1981. Savoir si la mine deviendrait ou non opérationnelle est une question ouverte. La guerre qui se perpétuait au Libéria présentait alors un obstacle majeur à toute entreprise internationale.

4. Limites proposées - 1993 (Cartes III, IV, VIII et IX)

La mission pluridisciplinaire a mené une étude sur dossier très complète ainsi qu'une évaluation sur le terrain de : (a) la Réserve naturelle intégrale originelle ; (b) la zone proposée par le gouvernement guinéen en 1981 ; (c) la zone de la Réserve de la biosphère ; (d) la zone acceptée par le Comité du patrimoine mondial en 1981 et les limites proposées en 1993.

(a) La zone de la Réserve naturelle intégrale est, à l'exception de la zone d'exploitation minière et de services, remarquablement intacte. Après bientôt cinquante ans de politique de conservation, la majorité des forêts et de la végétation de montagne est intacte. Les incursions agricoles à l'intérieur de la Réserve sont contrôlées et limitées en nombre. La pression pour obtenir des terres agricoles supplémentaires demeure cependant une menace significative.

Le braconnage de la faune sauvage pour l'alimentation familiale se poursuit de façon persistante mais ne constitue pas un danger majeur pour les valeurs de patrimoine mondial du site.

(b) La zone proposée par le gouvernement guinéen en 1981 excluait le secteur nord du parc (carte II). Il est recommandé que le Comité prenne en compte cette intention initiale.

c) La Réserve de la biosphère inclut la zone indiquée sur la carte X comme "aire centrale" de cette Réserve. Une large zone tampon pouvant servir de zone de coopération inclut une large portion du Bassin du Cavally où se situe le Mont Nimba. Il est recommandé que le Comité du patrimoine mondial travaille avec le Programme des Réserves de la biosphère afin de poursuivre la conservation et le développement socio-économique de la région, moyen de protection des valeurs du patrimoine mondial.

(d) La zone du site acceptée par le Comité devrait être modifiée pour respecter les intentions du gouvernement guinéen exprimées dans sa proposition d'inscription de 1991, à condition que le

gouvernement soit disposé à accepter les limites proposées par la mission de 1993.

5. Limites proposées en 1993 (carte IX)

La mission a centré l'essentiel de son attention sur la zone septentrionale de la chaîne des Monts Nimba. Il s'agit de la partie qui a fait l'objet de malentendus et de controverses. Elle contient des gisements miniers ainsi que des forêts, des montagnes et des prairies de haute altitude. Une grande partie de cette région n'a pas été dégradée et devrait rester incluse dans le site du patrimoine mondial.

Le site proposé inclut (carte IX) :

Superficie située en Guinée	12 540 ha
Superficie située en Côte-d'Ivoire	5 200 ha
Superficie totale.....	<hr/> 17 740 ha

Exclue du site :

Zone d'exploitation minière.....	1 550 ha
----------------------------------	----------

Ces propositions de limites ont été acceptées à l'unanimité par tous les participants à la mission. Il reste au gouvernement guinéen à proposer une révision formelle des limites du site.

6. Notes spéciales concernant les frontières de la zone exclue (cartes IV, V, et VI)

Mont Pierré Richaud

Les limites près du Mont Pierré Richaud ont fait l'objet d'un important débat. En direction du nord, les représentants de la compagnie minière ont accepté de restreindre l'exploitation. D'autre part, comme la modification du profil de la crête pourrait avoir un sérieux impact sur les données locales en matière de vent et de climat, il est nécessaire de procéder à des études d'environnement plus détaillées avant tout changement important.

Le transporteur

En l'absence de données détaillées d'ingénierie, il était difficile de définir une "aire de services" pour le transporteur. Il a été convenu que sa limite pourrait se trouver, ainsi qu'il est indiqué sur la carte IV, sur le sommet de la colline au sud du Zougoué. Toutefois, il a également été convenu que ceci pourrait être modifié pour des raisons techniques justifiées à l'intérieur de la zone qui a été dégradée.

V. ACTIONS URGENTES NECESSAIRES

1. Projet pilote du Mont Nimba

Le projet pilote du Mont Nimba, projet commun du PNUD, de

l'UNESCO et du gouvernement guinéen a été "l'autorité de gestion" décisive présente sur le site. Il est essentiel de maintenir sa présence jusqu'à la mise en place d'un nouveau régime de gestion. Sans la présence du personnel du projet pilote, il ne fait aucun doute que les installations administratives et résidentielles actuelles se seraient détériorées et que le braconnage et l'extension de l'agriculture à l'intérieur du parc auraient été plus importants.

Au moment de la mission, il n'était pas certain que le projet pilote aurait les moyens de continuer. Il pourrait donc être important de fournir des fonds pour assurer, à ce moment charnière, un maintien de la présence sur le site.

2. Législation

Les objectifs de gestion de la Réserve naturelle intégrale du Mont Nimba ont subi des changements significatifs. L'établissement de la Réserve de la biosphère, le statut de site du patrimoine mondial et le projet de Convention sur l'environnement ont tous eu un impact sur la gestion du site. Il faudrait réexaminer la législation afin de s'assurer de son adéquation aux objectifs de la gestion.

3. Etablissement d'une autorité autonome de gestion

La protection du site du patrimoine mondial, son intégration avec la gestion de la Réserve de la biosphère et son intégration dans les problèmes de développement régional exigent la présence d'une unité de gestion sur le site avec un personnel qualifié pour s'occuper de l'administration, de l'entretien, de la protection et de l'éducation. Cela n'existe pas actuellement.

Il est donc proposé qu'un organisme autonome appelé "Autorité de gestion du Mont Nimba" soit mis en place sous l'autorité du Président de la République. Cette Autorité pourrait être soutenue par un Conseil consultatif qui comprendrait des personnalités du Gouvernement, des spécialistes issus des autorités locales et régionales et des représentants de la société minière. Une forme développée de l'actuel Comité de gestion de la Réserve de la biosphère pourrait remplir cette fonction.

La mission a recommandé que le Comité du patrimoine mondial et l'UICN fournissent des avis techniques si le Gouvernement guinéen en demandait. Il est urgent d'établir une autorité de gestion et cette question devrait être traitée en toute priorité.

VI. INTEGRATION DANS LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

Il est évident que la région manque d'infrastructures : routes, adduction d'eau, systèmes d'évacuation, services médicaux, écoles et communications.

La haute densité de population (70-100 h/km²) soumet la terre et les ressources agricoles et forestières à une intense pression. Le Gouvernement guinéen n'a pas les moyens financiers ou autres

lui permettant de lancer de grands programmes dans la région.

Des réunions avec les communautés locales ont été axées sur divers problèmes ; il est clair qu'il n'y a pas de consensus sur les solutions optimales. L'amélioration des routes, l'extension des terres cultivables, la mine, l'amélioration des services de santé et d'éducation ont paru être des points importants.

Si le site du patrimoine mondial doit être protégé, il faut s'assurer que cela profitera également aux populations locales. Le site doit jouer un rôle dans l'intégration rurale. Il peut le faire par l'intermédiaire du projet pilote du Mont Nimba et grâce à une mise en commun des efforts de gestion avec la Réserve de la biosphère.

Les mécanismes pour l'intégration rurale sont proposés dans les "recommandations". Ils comprennent un service étendu lié aux organisations féminines et à un écomusée situé sur le site de l'actuel centre de recherche (ZIELA), complétés de plus petits centres pour l'éco-éducation-protection dans les postes de garde.

VII. POTENTIEL MINIER ET INTEGRATION

1. Historique

Les premières reconnaissances minières ont commencé en 1957. La prospection par sondages et galeries s'est déroulée en deux étapes : 1969-72, avec la participation du PNUD ; 1977-78, par une société américaine, Kaiser, qui a effectué l'étude de faisabilité du projet. Plus de 17 000 m de sondages, 1 270 m de galeries, environ 25 km de route d'accès aux travaux ont été réalisés avant l'inscription du Mont Nimba sur la Liste du patrimoine mondial en 1981. En 1973, la société MIFERGUI Nimba est créée pour exploiter les gisements couverts (Pierré Richaud, Sempéré, Grands Rochers, Château).

Depuis 1986, le projet minier a pris de l'importance par suite de l'épuisement de la mine libérienne. Une société mixte (NIMCO) a été créée en 1990 avec la participation de la Guinée, du Libéria et d'investisseurs privés.

Afin de contribuer à la protection de la diversité des richesses écologiques du Mont Nimba, le projet minier a apporté d'importantes modifications à ses conceptions techniques, notamment :

- implantation de la voie ferrée et de la station de concassage hors de la Réserve ;
- concentration des stériles dans une seule vallée ;
- mesures de protection du réseau hydraulique aval ;
- participation active des fonctionnaires gouvernementaux chargés de la conservation ;
- participation au schéma directeur du développement régional.

Le coût de cet ensemble de mesures de protection de l'environnement est estimé à 10,5 millions de dollars. C'est le prix à payer pour faire une mine propre, étant donné que le projet minier reconnaît ses responsabilités vis-à-vis de l'environnement naturel, culturel et social.

2. Etude d'impact sur l'environnement - NIMCO, 1990

Du point de vue de la mission :

L'étude d'impact sur l'environnement de 1990 établi par le BCEOM fournit une base sûre pour la prise de décisions concernant le site du patrimoine mondial et les impacts prévisibles de l'exploitation minière.

Il faudra effectuer des études d'impact plus spécifiques et plus détaillées quand on disposera de davantage de précisions sur l'exploitation minière, et notamment sur le transporteur.

Avec la coopération et la participation des ONG, la Convention sur l'environnement, conclue le 10 juin 1991 entre le gouvernement guinéen et la compagnie minière, doit être renégociée afin de tenir compte des recommandations de la mission.

3. La mission a noté avec satisfaction un accord entre le gouvernement guinéen et la NIMCO concernant une dotation annuelle de 500 000 dollars en faveur de la conservation, dès que la mine deviendra opérationnelle. La mission a indiqué que cette somme, en tant que niveau de base, devrait être calculée en dollars constants.

VIII. RECOMMANDATIONS

La mission pluridisciplinaire qui a séjourné au Mont Nimba du 15 au 30 mai 1993 adresse au Bureau du Comité du patrimoine mondial les recommandations suivantes à l'attention du gouvernement guinéen et du PNUD.

A. Gouvernement guinéen

1. Après examen de la documentation mise à sa disposition et suite aux visites effectuées sur le terrain, la mission constate qu'au moment de l'inscription du site du Mont Nimba sur la Liste du patrimoine mondial en 1981, les dégradations dues aux prospections minières dans la partie septentrionale de la chaîne étaient déjà visibles. En conséquence, la mission recommande au gouvernement guinéen d'accepter d'inclure dans le site du patrimoine mondial toutes les parties de la zone septentrionale non concernées par les activités minières et de bien vouloir reformuler et transmettre au Comité la nouvelle demande d'inscription du site.

2. Sur le plan institutionnel, la mission se félicite de la création par le gouvernement guinéen du projet pilote du Mont Nimba dont le rôle a été essentiel ces dernières années dans la

protection du site comme dans toutes les entreprises visant à promouvoir l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales. Son rôle doit être encore plus important au cours de la seconde phase de son activité, lors de la construction d'un établissement public. Dans cet esprit, la mission recommande la création, dans les meilleurs délais, d'un Office de protection du Mont Nimba, dirigé par un comité de gestion interministériel et placé sous la tutelle directe du Président de la République.

3. La mission se félicite également de la décision du gouvernement guinéen de ratifier une Convention sur l'environnement avec la compagnie minière, dans le but de minimiser les impacts négatifs de la mine sur l'environnement du site du patrimoine mondial. La mission recommande donc au Comité du patrimoine mondial d'apporter son soutien au gouvernement guinéen pour chercher à s'associer avec le PNUD, le PNUE et autres agences internationales.

Il faudrait que les ONG nationales et internationale soient associées à tous les stades de ce programme ainsi qu'au suivi de la Convention sur l'environnement qui doit être signée par le gouvernement et la société minière.

4. La mission recommande que la société minière apporte son soutien financier à la promotion du développement rural intégré du haut bassin du Cavally et à la protection de l'environnement, notamment sur le site du patrimoine mondial.

5. La mission recommande que l'étude d'impact détaillée soit réalisée en relation avec l'étude d'ingénierie pour le projet minier, afin que toutes les conséquences sur l'environnement soient identifiées et prises en considération avant le démarrage du complexe minier. Cette étude d'impact doit être financée par la société minière, conformément au code guinéen de l'environnement.

6. La mission admet que la partie septentrionale de la chaîne comprenant le Pierré Richaud soit maintenue dans la zone minière mais souhaite que cette partie soit laissée au moins temporairement dans son état actuel au nord du point de latitude 850 300. On peut craindre, en l'absence d'études suffisantes, que l'abaissement de la crête à partir de ce point n'entraîne des conséquences fâcheuses sur le climat, selon les termes de l'évaluation environnementale réalisée en 1990.

7. Que tous les rejets de la mine soient déposés dans la vallée du Zié qui devra être aménagée en conséquence avant le début de l'exploitation et dotée de barrages de retenue et bassins de décantation. En particulier, aucun rejet ne devra être déposé sur le versant oriental au cours de la construction et de l'exploitation.

8. La mission admet que la limite du site du patrimoine mondial dans la région qui correspond au passage du convoyeur est située sur la ligne de crête située au sud de la vallée du Zougué. Toutefois, cette limite pourrait être modifiée, en cas de

nécessité technique pleinement justifiée, jusqu'à la limite de la zone dégradée.

9. Approuvant la stratégie de protection envisagée par le plan de gestion de la Réserve de la biosphère, la mission recommande que le comité national guinéen pour le MAB se préoccupe, dans les meilleurs délais, de la reformulation et de la mise en oeuvre de ce plan de gestion, conformément aux précisions apportées aux limites du site du patrimoine mondial, considéré comme aire centrale de la Réserve de la biosphère du Mont Nimba.

10. Que l'Office de protection du Mont Nimba s'attache à la réalisation de projets de démonstration de pratiques agricoles nouvelles par un transfert, une valorisation et une application de connaissances déjà acquises dans ces domaines dans d'autres régions, grâce à des opérations pilotes et de vulgarisation menées avec la participation des paysans.

11. Que les villages limitrophes du site du patrimoine mondial qui sont dans une situation particulièrement critique et qui considèrent le site comme une entrave, puissent bénéficier en priorité de ces actions.

12. Que des actions de développement intégré soient particulièrement entreprises dans les domaines suivants :

- intensification et diversification des productions agricoles par l'introduction de techniques nouvelles plus efficaces : cultures de bas-fonds, agro-foresterie, assolement, amélioration des jachères, maraîchage, etc.
- amélioration de la production et de la commercialisation des cultures de rente (café, palmier à huile, etc.)
- développement des productions animales : volailles, petit bétail, certaines races de bovins, élevage de certains animaux sauvages pour leur fourrure, pêche, etc.
- foresterie : reboisement des pentes et gestion des ressources hydraulique des bassins versants, création de ressources en bois de feu et en bois d'oeuvre ;
- aménagement des versants et lutte anti-érosive ;
- valorisation et développement des produits de l'artisanat traditionnel.

13. Recommande au gouvernement guinéen d'accorder une priorité au développement des routes qui sont déjà en construction en Guinée forestière, afin de désenclaver les villages de la région du Mont Nimba.

14. Rappelant l'esprit de la déclaration de Rio, et considérant le document intitulé Agenda 21 comme document stratégique pour réaliser les objectifs de cette Déclaration, la mission recommande que le gouvernement guinéen adopte l'Agenda 21 et la Convention sur la biodiversité comme cadre général stratégique d'un aménagement intégré des écosystèmes du Mont Nimba.

B. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

15. Consciente :

- de la valeur de la contribution du projet pilote gouvernemental pour, d'une part, développer un processus efficace à long terme de conservation du site du patrimoine mondial et, d'autre part, poser les bases de la gestion rationnelle des ressources naturelles nécessaires au développement durable de la zone d'influence du Mont Nimba ;

- de l'importance de la participation du PNUD au financement du projet pilote, la mission pluridisciplinaire recommande vivement au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) :

- a) de maintenir le projet pilote dont l'interruption, en l'absence de toute autre structure susceptible d'assurer la protection de la Réserve, serait très préjudiciable au maintien en équilibre des milieux naturels et humains du Nimba et aux perspectives d'essor économique réel de la région ;
 - b) de poursuivre les efforts de mise en oeuvre de la phase suivante ;
 - c) que les activités du Projet pilote à entreprendre avec l'UNESCO et en collaboration avec d'autres agences internationales (FAO, PNUE, etc.) soient orientées vers les priorités suivantes :
- création d'un établissement public à vocation d'Office interministériel de protection de l'environnement, de conservation et de gestion des ressources naturelles (aspects institutionnels et pratiques) en créant des liens juridiques internationaux (Centre du patrimoine mondial, ONG et organisations internationales) ;
 - analyse de l'impact environnemental et humain du projet d'exploitation du minerai de fer ;
 - création d'une ferme de démonstration ;
 - développement rural intégré de la zone d'influence du Mont Nimba en considérant en premier lieu les besoins des populations riveraines du site du patrimoine mondial ;
 - éducation et sensibilisation de la population, notamment les femmes et les enfants ;
 - participation des autorités locales et autres acteurs du développement régional.

Mont Nimba, le 27 mai 1993

RESUME DES DONNEES DES CARTES

SITE DU PATRIMOINE MONDIAL Mont Nimba : Site du patrimoine naturel

Mission pluridisciplinaire d'évaluation du site (Nimba, Guinée, 15-30 mai 1993)

- I. Surface du site reconnue par le Comité du patrimoine mondial en 1981 lors de l'inscription mais contestée par le gouvernement guinéen :

17 130 ha

(surface considérée dans le décret de 1944 pour le site transfrontalier situé en Côte-d'Ivoire et en Guinée)

Surface réelle du site lors de l'inscription : 19 290 ha*
(voir carte I)

(les 2 160 ha qui ont été ajoutés en 1955 à la surface de la Réserve naturelle intégrale n'avaient pas été pris en compte par le Comité)

- II. Surface du site proposée par le gouvernement guinéen en 1991 :

9 560 ha (voir carte II). Superficie non acceptée par le Comité du patrimoine mondial.

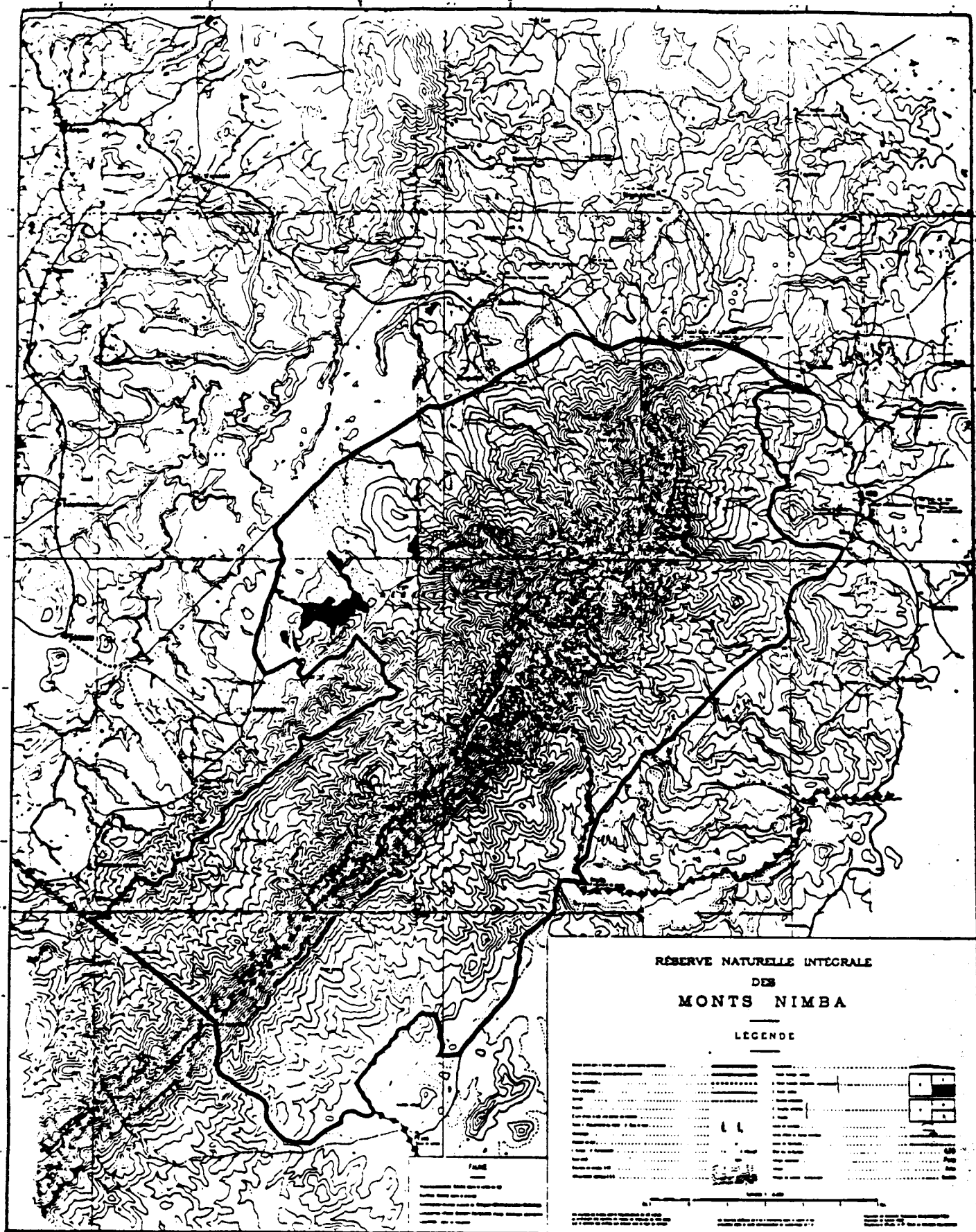
(portant à 14 760 ha la surface du site transfrontalier qui présente entièrement les caractéristiques botaniques originelles, soit une réduction de 13,84% par rapport à la surface hétérogène (zone originelle + zone dégradée) prise en compte par le Comité du patrimoine mondial en 1981)

- III. Surface de la région de la chaîne du Mont Nimba qui est réservée aux activités minières (voir cartes V, VI, VII) :

1 550 ha

- IV. Surface du site du patrimoine mondial du Mont Nimba situé en Guinée et en Côte-d'Ivoire, selon la proposition de la mission pluridisciplinaire (voir cartes VIII et IX) :

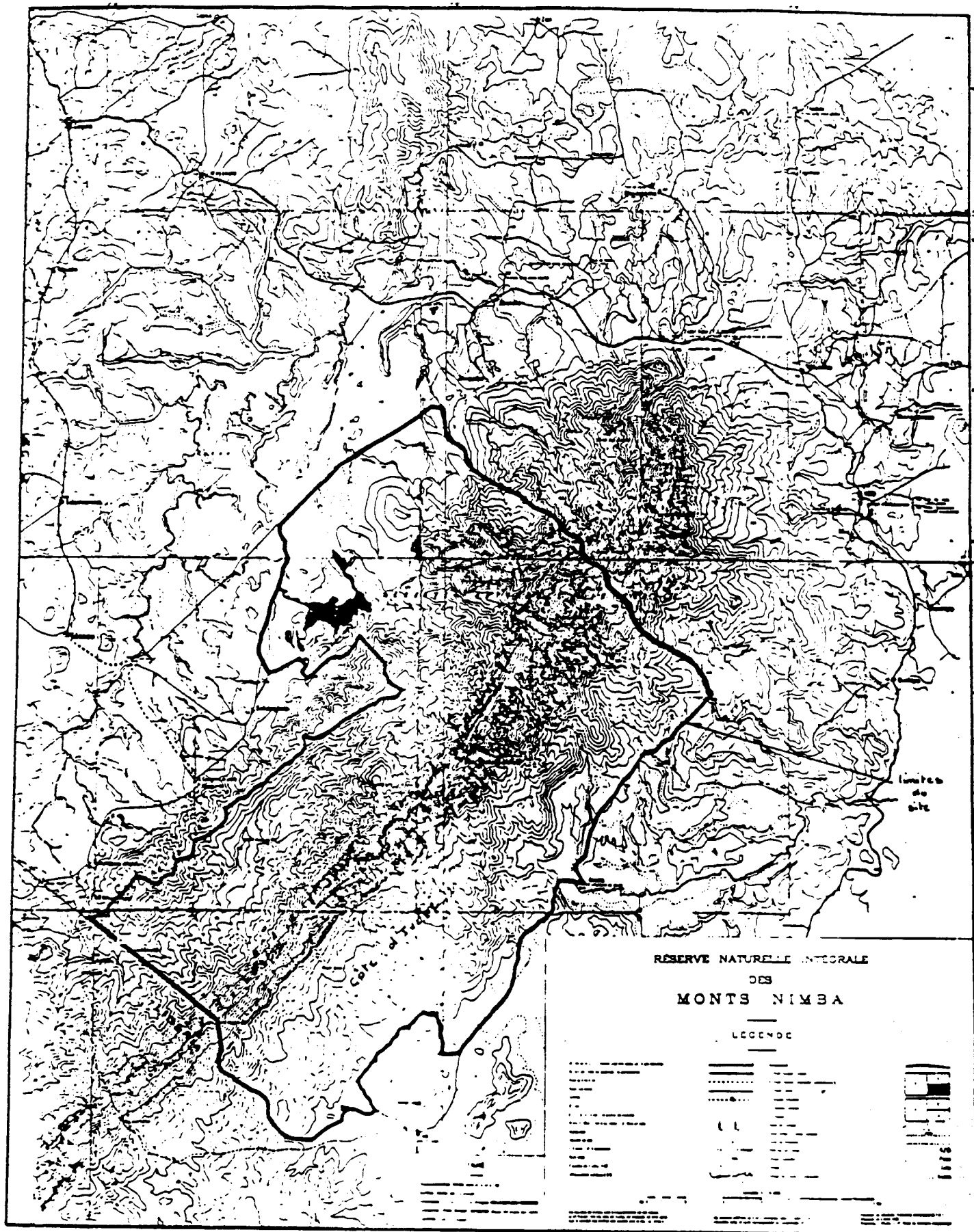
17 740 ha, soit une surface de 12 540 ha en Guinée et 5 200 ha en Côte-d'Ivoire.



CARTE 1:

Carte de la réserve naturelle intégrale des monts Nimba de 1955, citée lors de l'inscription en 1981.

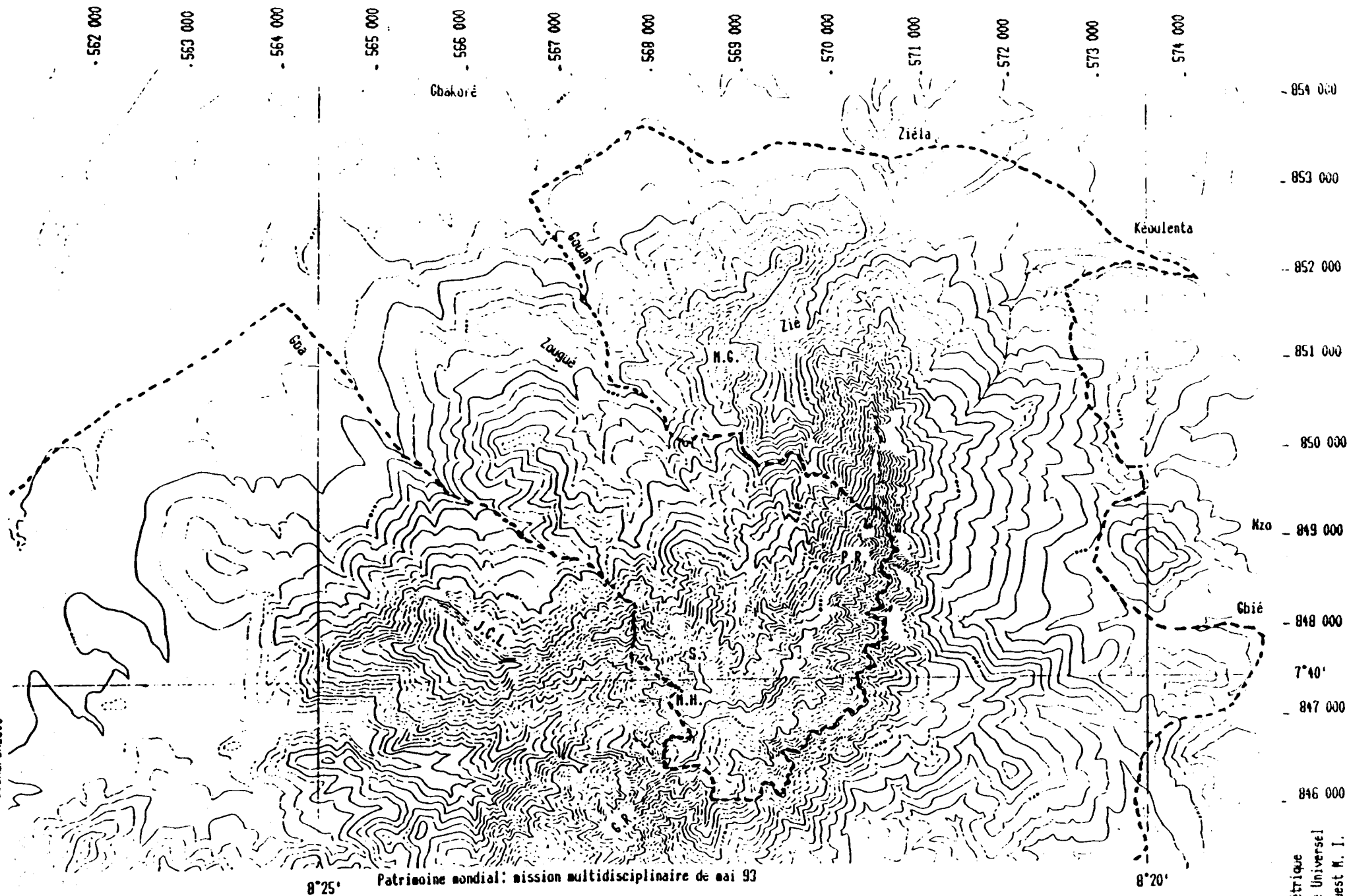
- (i) Surface indiquée dans le formulaire d'inscription présenté par la Guinée et répertoriée: 17 130 ha (en réalité cette surface correspond à celle de la surf. de la réserve naturelle intégrale qui s'étendait sur la Guinée et la Côte d'Ivoire en 1944).
- (ii) Surface réelle obtenue par planimétrie de la carte: 19 290 ha.



CARTE II:

Carte du site du patrimoine mondial, tel que proposé par la Guinée en juin 91.

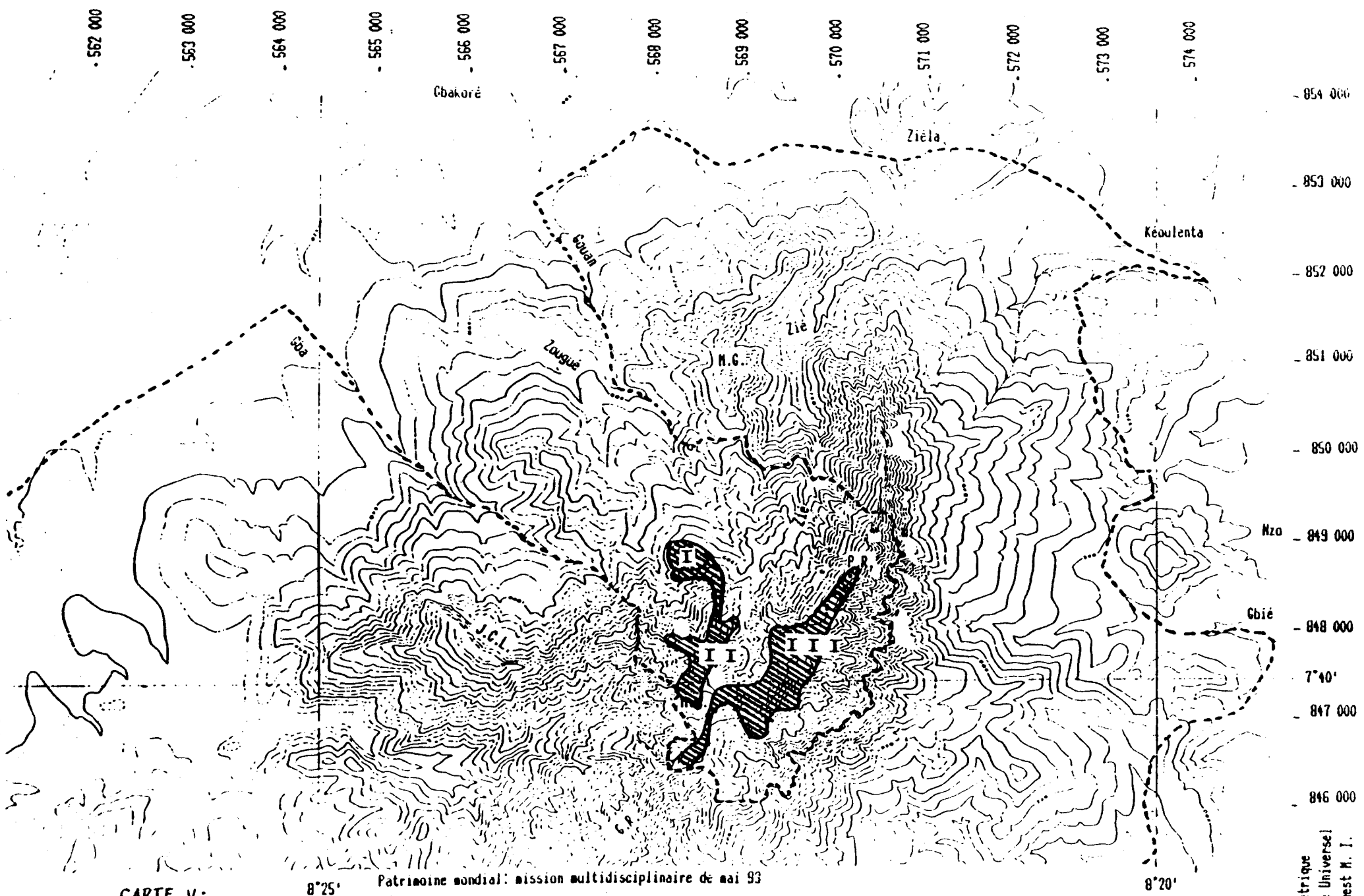
Surface du site: 14 760 ha (Guinée + Côte d'Ivoire),
Surface du site en Guinée: 9 560 ha.



CARTE IV:

Carte topographique de la région septentrionale du site du patrimoine mondial des monts Nimba.

(—: limite de l'aire présentant les caractéristiques botaniques originelles)



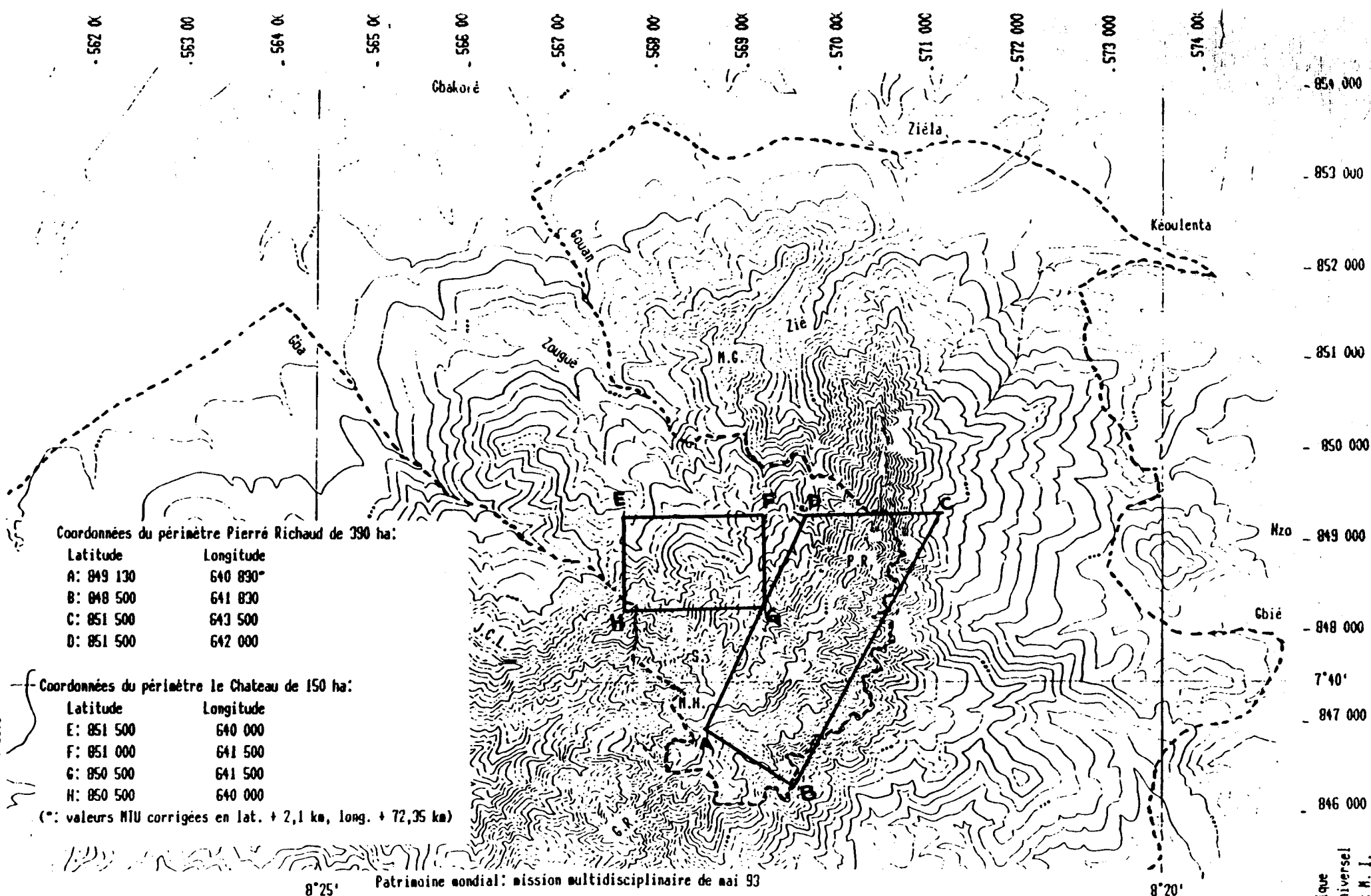
CARTE V: Patrimoine mondial: mission multidisciplinaire de mai 93

Carte de localisation des gisements de fer dans la région septentrionale des monts Nimba.

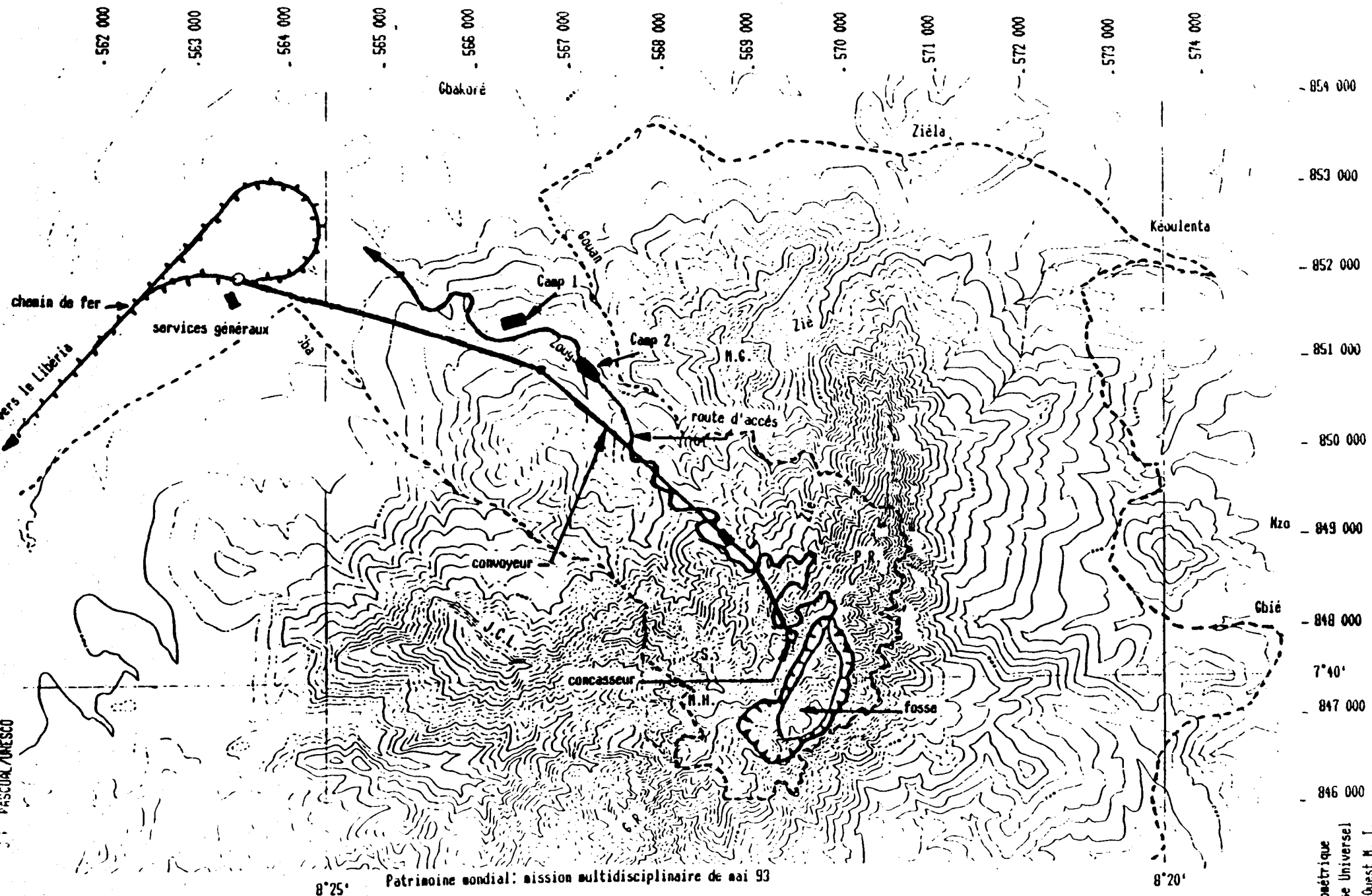
(----: limite de l'aire présentant les caractéristiques botaniques originelles)

I: Gisement le Chateau, II: Gisement Sempéré, III: Gisement pierré Richaud.

échelle kilométrique
 réacteur Transverse Universel
 L=0°, M=9° Ouest M. I.



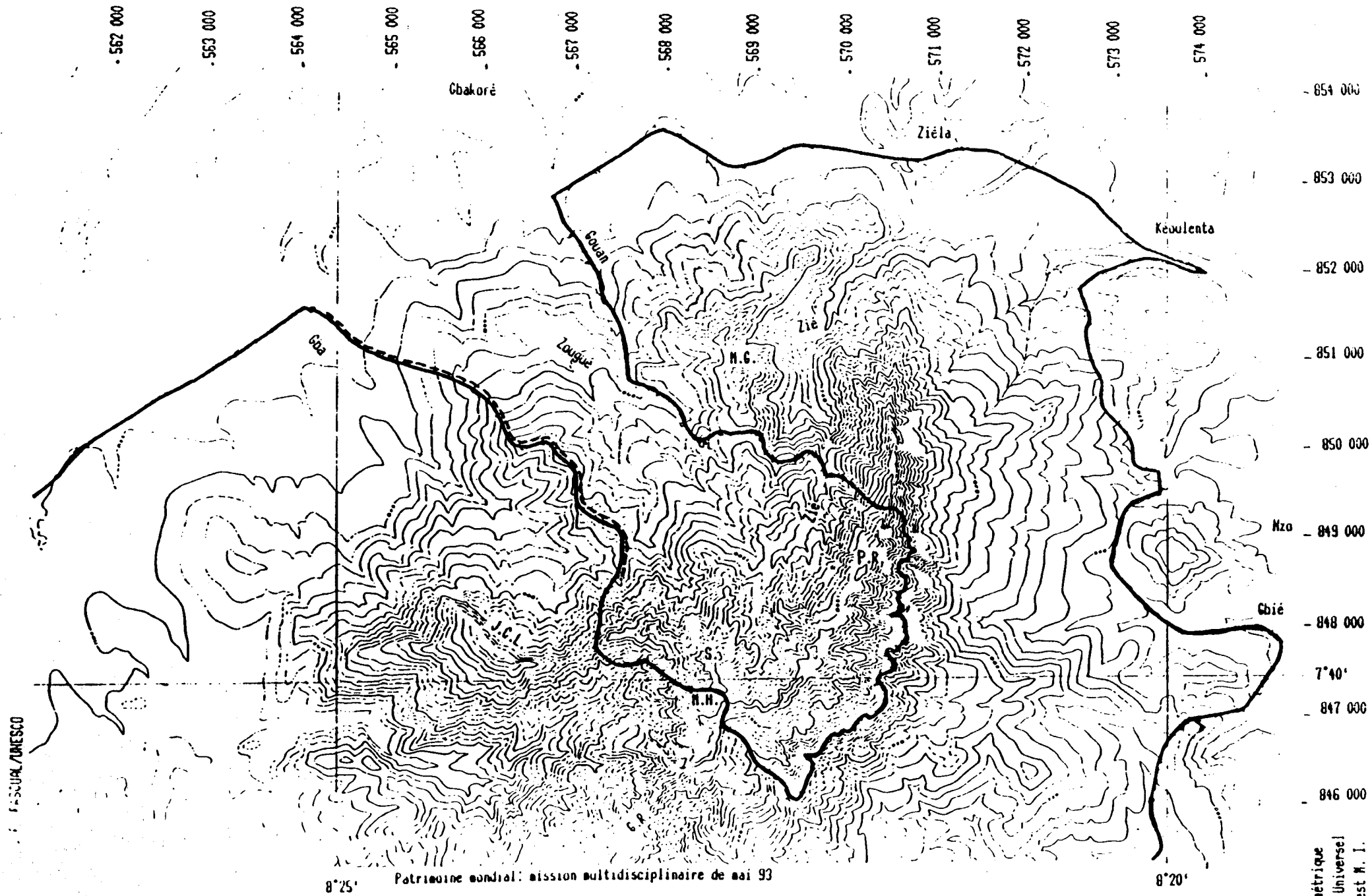
CARTE VI: Carte de localisation du périmètre d'exploitation de la société Nimco Ltd (décret D/92/178 du 6 août 1992) d'une superficie de 540 ha dans la région septentrionale de la chaîne des monts Nimba.
(—: limite de l'aire présentant les caractéristiques botaniques originelles)



CARTE VII: Carte d'implantation des infrastructures du complexe minier dans la région septentrionale de la chaîne des monts Nimba selon le projet final de Nimco Ltd.
 (----: limite de l'aire présentant les caractéristiques botaniques originelles)

quadrillage kilométrique
 cator Transverse Universel
 L-50°, N-9° Ouest M. I.

PASCUAL VINESCO



CARTE VIII: Carte topographique de la région septentrionale du site du patrimoine mondial des monts Nimba, tel que proposé par la mission multidisciplinaire.

(—: limite du site du patrimoine mondial)

Quadrillage kilométrique
 sator Transverse Universel
 L=0°, N=9° Ouest M. I.

ANNEXE 1

LA VALEUR DU MONT NIMBA COMME SITE DU PATRIMOINE MONDIAL Professeur M. LaMotte

A. L'état primitif du Mont Nimba

Dans son état primitif, et plus encore après les quelques années de protection qui ont suivi l'établissement en 1944 de la Réserve naturelle intégrale, le Mont Nimba réunissait un ensemble de caractéristiques qui en faisaient un milieu naturel particulièrement digne de figurer parmi les sites du patrimoine mondial.

B. La valeur du site au moment de son inscription sur la Liste du patrimoine mondial

Il est essentiel de préciser au préalable que le site inscrit en 1981 sur la liste du patrimoine mondial n'était pas identique à celui de la Réserve naturelle intégrale en 1944. Il faut avouer aussi que ces différences n'ont pas été suffisamment mises en relief lors de l'inscription. Leur reconnaissance et leur prise en compte explicites auraient évité bien des controverses ultérieures.

Une différence est d'ordre quantitatif, c'est la délimitation même du site. Les autorités guinéennes avaient d'avance exclu la zone minière à exploiter, mais aucune description précise ni aucune carte ne donne les détails nécessaires sur la zone de la Réserve naturelle exclue du site du patrimoine mondial. La conclusion du présent rapport a précisément pour but de préciser ces points, ainsi que la superficie actuelle du site proposé lui-même : 17 740 ha.

C. Les Critères et la situation actuelle

Critère (i) : Les reliefs déterminent en particulier diverses caractéristiques dont l'analyse scientifique est d'un grand intérêt :

- climats locaux très contrastés ;
- relations entre le relief et la structure géologique
- formation de cuirasses ferrugineuses qui ont fossilisé les niveaux d'érosion et qui sont ainsi les témoins de l'histoire géomorphologique de la région, sinon du continent
- l'intérêt pédagogique évident de la géographie du Nimba doit déboucher sur l'édition d'un atlas géomorphologique.

Critère (ii) : La caractéristique du Mont Nimba est l'existence de milieux végétaux et originaux ainsi que de nombreuses espèces animales endémiques. En dehors des forêts de plaine et de montagne, deux groupes de formations herbacées sont particulièrement à remarquer : les savanes d'altitude et celles

du piedmont occidental. Ces dernières, établies sur cuirasse ferrugineuse, portant une végétation qui varie avec l'épaisseur du sol - parfois nulle - et avec la présence de buttes d'origine constituent un problème non encore entièrement résolu. Quant aux savanes d'altitude, souvent qualifiées de prairies, elles sont presque uniques en Afrique de l'Ouest. Poussant sur des sols très pauvres, parfois squelettiques, elles sont constituées d'herbes relativement courtes.

Ces prairies abritent un cortège inattendu d'espèce animales orophiles liées à une température moyenne inférieure de plus de 6° à celle des plaines environnantes, à une saison sèche très rigoureuse et à une saison des pluies où l'humidité reste en permanence très élevée. Plusieurs dizaines d'espèces orophiles ont ainsi été ainsi reconnues à ce jour dans des groupes très variés : Mollusques gastéropodes, Vers de terre, Coléoptères carabiques, Orthoptères divers, Myriapodes diplopodes et chilopodes, Opilions et même Amphibiens. De ces espèces - toutes nouvelles pour la science - beaucoup sont des endémiques, c'est à dire qu'elles n'existent pas en dehors de la région du Mont Nimba.

C'est parmi ces endémiques que se trouve le remarquable petit Crapaud vivipare *Nectophrynoides occidentalis* (découvert en 1942) ; en fait, il existe deux espèces assez voisines dont la seconde, *N. liberiensis*, découvert plus récemment, est localisée sur la crête de la partie libérienne de la montagne tandis que *N. occidentalis* est limité aux prairies d'altitude des parties ivoirienne et surtout guinéenne des crêtes. Plusieurs travaux scientifiques ont été consacrés à la viviparité de l'espèce, trait exceptionnel pour un Amphibien. Elle constitue une adaptation à l'absence de toute collection d'eau sur la montagne et a permis à l'espèce d'atteindre des densités importantes en certains points, le plus souvent au-dessus de 1 400 m d'altitude.

Critère (iii) : La troisième caractéristique est l'exceptionnelle beauté et l'originalité de ses paysages liées à l'altitude et à la morphologie des crêtes de la montagne qui s'élève à plus de 1 000 m au-dessus du piedmont, mais aussi à l'harmonie que crée l'interaction des milieux herbacés et des formations forestières, aux sites que créent les cours d'eau courant dans les gorges encaissées ou tombant en cascades, aux sous-bois des forêts denses et aux vastes étendues de prairies d'altitude entrecoupées de rochers déchiquetés. Comme les reliefs sont plutôt rares dans l'Ouest africain, leur existence en acquiert d'autant plus d'intérêt. C'est d'ailleurs à eux que sont liées d'autres particularités remarquables du paysage du Mont Nimba.

Critère (iv) : Une quatrième composante de l'intérêt du Mont Nimba est le fait que, par suite de son relief accentué et de la pauvreté de ses sols, il abrite encore nombre de formations végétales et d'espèce animales qui ont disparu dans la région par l'effet des défrichements et de la chasse. Parmi les formations végétales ainsi préservées, il faut citer divers types de forêts hygrophiles et mésophiles, la prairie d'altitude et divers types de savanes de plaine sur cuirasse ferrugineuse.

Parmi les espèces animales encore présentes, figure en premier lieu le chimpanzé, mais aussi des espèces de singes, le potto et le galago, diverses antilopes, des genettes, la panthère, le daman, des pangolins, le buffle de forêt, le potamochère, ainsi que le remarquable insectivore aquatique *Micropotamogale Lamottei*, endémique de la région. La plupart de ces espèces sont en voie de disparition dans tout l'Ouest africain, en même temps que les forêts elles-mêmes.

D. Valeur du Mont Nimba en tant que site du patrimoine mondial en 1993

Sans revenir sur les problèmes relatifs à la délimitation du site qui semblent résolus et sont en conclusion du présent rapport, revoyons les divers domaines présentés comme justification de l'inscription du site sur la Liste du patrimoine mondial.

1) Les traits généraux des paysages du Nimba ne sont évidemment pas modifiés depuis 1981 mais il faut signaler la déforestation presque totale de la région environnante et donc l'intérêt croissant de protéger les forêts du Nimba.

2) L'intérêt des caractéristiques climatiques, géologiques et géomorphologiques du site reste évidemment tout aussi remarquable.

3) En ce qui concerne les formations végétales du site (voir Annexe sur la végétation), on doit signaler :

a) une modification frontalière liée à l'implantation d'une route qui a écorné le territoire du site sur le piedmont occidental ;

b) l'implantation illégale de quelques champs à l'intérieur de la forêt - près de Serengbara d'une part, Thuo d'autre part - qui appelle à une protection plus efficace du site.

Rappelons encore une certaine progression de l'altération de la prairie d'altitude dans la zone minière qui jouxte le site.

Il n'y a rien à signaler de nouveau sur les espèces animales endémiques. On constate en revanche que l'accroissement de la pression démographique, encore accentué par l'invasion massive de réfugiés libériens, constitue une menace de plus en plus forte sur les limites de la Réserve, menace que l'absence actuelle de gardiennage rend dangereuse.

4) Le problème des grands mammifères reste inquiétant, mais pas plus qu'en 1981, sinon dans les vallées du Ya où la pénétration est plus facile. On peut espérer que la construction - à peu près terminée - d'un poste pour gardes forestiers à Thuo améliorera la situation. Il reste des reproducteurs, de telle sorte qu'une protection efficace durant quelques années doit permettre une reconstitution de peuplement.

5) Le problème de la faune des grands animaux, mammifères en particulier, est plus délicat. Il est certain, en effet, que les populations présentes en 1982 sont bien moins abondantes que

celles qui existaient en 1944, par suite du braconnage intense lié en partie aux prospections minières et à la présence d'une population nombreuse et incontrôlée à cette époque.

Ces peuplements résiduels - où toutes les espèces signalées autrefois sont encore représentées - sont toutefois bien supérieures encore à ceux de la région environnante et pourraient se développer aisément si une réelle protection était assurée. Cela reste donc une raison majeure d'inscription du Mont Nimba sur la Liste du patrimoine mondial, cette inscription pouvant faire espérer une meilleure protection à l'avenir.

Rapport du Professeur M. LaMotte
Mai 1993

ANNEXE 2

Rapport de situation - Etat actuel de la végétation par le Professeur J. Koechlin

La végétation de la Réserve du Mont Nimba est remarquable par la diversité des formations végétales que l'on peut y rencontrer. Elles forment, sur un espace relativement restreint, un ensemble très original et unique en Afrique et au monde. La valeur patrimoniale de cet ensemble est inestimable du fait de la dégradation généralisée de la végétation en Guinée forestière et en Afrique occidentale humide en général. La Réserve représente ainsi un témoin original et précieux d'une végétation en voie de disparition.

En dehors de quelques actions anthropiques limitées qui seront évoquées plus loin, l'état général de la végétation dans la Réserve peut être considéré comme satisfaisant, en équilibre avec les conditions du milieu naturel.

Les savanes de piedmont sont liées généralement à la présence d'un niveau cuirassé et différents types de végétation peuvent être reconnues en fonction des conditions édaphiques - le climax est cependant indubitablement forestier et se marque par une tendance à la progression de la forêt, cette dynamique étant limitée par les feux.

Les forêts de basse altitude, au-dessous de 1 000 m, occupent des superficies importantes sur toute la périphérie du massif. Elles représentent des formations climatiques parfaitement conservées. Dans la partie nord-est de la Réserve, plus sèche, il s'agit d'une forêt mésophile à *Triplochiton scleroxylon*. La partie sud-ouest, plus humide, est occupée par des forêts ombrophiles à *Lophira procera* et à *Tarrietia utilis* qui couvrent sans discontinuité toutes les basses pentes. Toutes ces forêts sont d'une extrême diversité floristique et représentent un conservatoire génétique dont la valeur ne fait que s'affirmer avec le temps.

Les forêts montagnardes à *Parinari excelsa* au-dessus de 1 000 m, occupent les crêtes sud-ouest de la chaîne. Dans la partie nord-est du Nimba, elles restent localisées dans les hautes vallées. Elles présentent de nombreuses variations en fonction des conditions de détail du milieu. Moins hautes, moins diversifiées floristiquement que les forêts de plaines, elles sont par contre plus riches en épiphytes. Situées souvent dans des conditions édaphiques peu favorables, elles sont plus fragiles et peuvent localement souffrir de l'action des feux, surtout dans les têtes de ravines, mais de façon limitée.

La prairie montagnarde colonise toutes les parties du nord-est du Nimba jusqu'à une altitude de 850 m, sauf là où la forêt se prolonge plus haut dans les vallées. Elle est absente des régions sud-ouest. C'est un peuplement essentiellement graminéen, assez diversifié en fonction de l'altitude et du sol. L'association des

crêtes supérieures à *Loudetia Kagereusis* est la plus caractéristique. Cette prairie est plus ou moins régulièrement parcourue par des feux dont l'origine peut être naturelle, et qui sont pour une large part responsables de sa structure actuelle et de son équilibre. Leur action sur les lisières forestières est limitée et très localisée.

D'autres milieux particuliers, zones très humides, affleurement rocheux, etc., renferment encore de nombreux groupements végétaux bien individualisés.

L'ensemble de cette végétation apparaît donc comme étant dans un très bon état de conservation et dans une situation d'équilibre stable. Toutefois, elle a subi, ou subit encore, un certain nombre d'atteintes d'origine anthropique.

Depuis la création de la Réserve en 1944, ses limites sont respectées par les agriculteurs et les exploitants forestiers, sauf sur quelques points : à partir des villages de Gbié, de Seringbara et surtout de Thuo, entre le village et la vallée du Ya, à proximité de la frontière libérienne où la pression des réfugiés vient s'ajouter à celle de la population locale. A signaler également, sur la limite nord-ouest de la Réserve, de part et d'autre de la vallée du Diougou, un léger empiétement des cultures sur la Réserve, du fait d'un mauvais tracé de la route qui devait normalement en suivre les limites.

Des dégradations plus importantes ont été causées par les prospections minières entreprises dans le secteur du Pierré Richaud. En dehors des modifications radicales apportées à la végétation des savanes de piedmont par la construction des cités d'habitation, il s'agit surtout de l'ouverture de plusieurs dizaines de kilomètres de route, souvent sur des pentes très accentuées, du creusement de tranchées et de galeries, de sondages ou de l'abandon sur le terrain de matériaux et de ferrailles diverses. Ces dégradations se manifestent par le décapage et le bouleversement du sol et surtout le déversement de déblais sur les pentes. L'ampleur des dégradations, clairement délimitée par la mission, s'est traduit par la destruction ou la modification de la végétation primitive, principalement la prairie d'altitude et la forêt de montagne dans les ravins. Cela a entraîné le développement d'une végétation secondaire, à partir d'espèces préexistantes dans le milieu, mais qui ont trouvé là des conditions favorables à leur développement. En forêt, ce sont des espèces variées des recrues forestiers. Dans la prairie, on assiste à une véritable "pollution botanique" par des espèces comme *Dissotis grandiflora*, *Kotschya lutea*, et surtout une graminée, *Melinis minutiflora*, qui arrive à former des peuplements purs éliminant toutes les autres espèces. Si la perturbation est assez étendue, des espèces forestières secondaires peuvent s'installer (*Harungana madagascariensis*, *Trema guineensis*, *Gaertnera paniculata*, etc.) mais leur développement sera très limité par le passage des feux.

Il faut bien souligner que ces transformations végétales ne concernent pratiquement que les zones physiquement perturbées,

sans extension très importante aux secteurs non touchés où la végétation primitive s'oppose efficacement à l'intrusion des espèces secondaires. D'autres modifications floristiques, moins spectaculaires, ont sans doute également résulté des travaux de prospection mais il est difficile de les mesurer faute d'observations antérieures précises.

On peut finalement penser que si les perturbations que ces travaux ont causées à la végétation ont été importantes, elles paraissent aujourd'hui plus ou moins stabilisées. Leur extension possible n'en constitue pas moins une grave menace potentielle qui devrait faire l'objet d'une surveillance attentive et continue.

Il faut aussi noter que la colonisation dense et sans doute très rapide des zones dénudées s'est opposée de façon remarquable au développement de l'érosion, malgré des pentes souvent très fortes.

Il faudra tirer des enseignements de ces diverses observations lorsqu'il sera question de la réhabilitation du site minier après la fin de l'exploitation.

En dehors de quelques secteurs spatialement limités et grâce, pour une large part, à une protection jusqu'ici assez efficace, on peut dire que la Réserve du Mont Nimba représente un témoin intact et relativement stable de la végétation primitive de la région. Il est important de rappeler que la Réserve représente un assemblage d'écosystèmes unique au monde. C'est aussi pratiquement tout ce qui reste d'intact de l'ancienne végétation de la Guinée forestière. Il faut toutefois être bien conscient que cette situation est précaire.

La principale menace qui pèse sur la Réserve du Mont Nimba est la pression sans cesse croissante des agriculteurs confrontés à la faillite des systèmes traditionnels de production. Les besoins accrus créés par la croissance démographique et, localement, par l'afflux des réfugiés, entraînent une surexploitation du milieu qui se traduit par une pénurie de terre, la diminution du temps de jachère et la disparition de la fertilité des sols. Cette situation est particulièrement grave pour les villages situés en périphérie de la Réserve, dans une zone à forte densité de population et dont les terrains sont limités par les frontières du site du patrimoine mondial.

Le bilan déficitaire des systèmes de production - notamment du riz pluvial - montre que ceux-ci ont atteint et souvent dépassé leurs limites. Ils ne permettent plus la rentabilisation du seul investissement qui soit à la portée des paysans : leur force de travail (travail familial ou recours à des salariés).

Outre la mise en oeuvre nécessaire d'un dispositif efficace de surveillance et de gardiennage, la recherche de solutions pour un développement durable dans le bassin du Cavally passe obligatoirement par la stabilisation, l'intensification et la diversification des productions agro-sylvo-pastorales, ce qui

pose en premier lieu le problème de la reconstitution de la fertilité des sols.

Diverses solutions applicables à la Guinée forestière ont été proposées : culture des bas-fonds, agro-foresterie, jachères améliorées (pour la culture de légumineuses), développement de l'élevage et de la pisciculture, reconstitution du capital forestier, etc.

Des actions doivent être entreprises pour le transfert des connaissances acquises ailleurs et leur mise en oeuvre grâce à des opérations pilotes menées avec la participation des paysans.

ANNEXE 3 (i)

Aperçu du contexte socio-économique de la population riveraine du site du patrimoine mondial du Mont Nimba, en Guinée

Rapport de J.F. Pascual

La partie guinéenne du site du patrimoine mondial est située dans la préfecture de Lola et s'étend, au sud-ouest et à l'ouest, sur le territoire de la sous-préfecture de Bossou et, au nord-ouest et au nord-est, sur celui de la sous-préfecture de Nzo. Onze villages sont construits à proximité immédiate des frontières du site. 6 800 natifs de la région, à qui se sont ajoutés 8 375 réfugiés, vivent ainsi sur un espace de près de 70 km². Deux principaux groupes ethniques cohabitent : Manons et Konos, avec quelques familles d'étrangers à la région, venus pour la plupart de Haute-Guinée ou du Fouta Djalon, attirés par la qualité (relative) des terres agricoles, le commerce ou un emploi procuré par les prospections minières des gisements de fer dans les années 1970-1980.

La quasi totalité de la population des villages limitrophes du site du patrimoine mondial est occupée par les activités agricoles. Cependant, les méthodes de culture utilisées se révèlent maintenant inadaptées du fait de la forte croissance démographique. Les espaces cultivés sont vastes et les rendements sont faibles. Les temps de jachère sont de plus en plus réduits : trois ans à Nzo et Zougépo, deux ans à Boucata.

Le riz est la principale culture, destinée entièrement à l'auto-consommation. La culture du riz se fait sur champs itinérants de versant et de piedmont, causant d'énormes préjudices au couvert forestier pour des rendements médiocres (700 kg de riz paddy par hectare défriché). L'exode des jeunes en quête de meilleures conditions de vie, l'appauvrissement des sols qui conduit à cultiver de plus en plus de terres et à réduire simultanément la durée des jachères, contraignent de nombreux paysans à recourir à la main-d'oeuvre saisonnière (Malinkés et Peuls) pour les travaux de défrichement de la période sèche.

Pour l'ensemble des familles enquêtées - dans le cadre des activités du projet pilote PNUD/UNESCO - l'analyse des comptes d'exploitation révèle les résultats très déficitaires de la production du riz, de plusieurs dizaines de milliers de kg, qui sont compensés par la vente de vin de raphia, d'huile de palme ou de café. Les paysans Konos consomment essentiellement le manioc pendant la période de soudure ; dans les champs des villages manos (Thuo, Nion et Seringbara), celui-ci est parfois encore produit en culture pure. Les cultures de rente (café, cacao, cola, etc.) sont très peu développées, voire inexistantes dans certains villages. L'élevage est également peu connu car la population pratique traditionnellement la chasse et la pêche dont le produit est de plus en plus faible.

On constate actuellement une mise en valeur totalement anarchique des terres dans la région du piedmont du Nimba. Les mêmes cultures se retrouvent aussi bien au sommet des collines que sur les pentes des versants et dans les bas-fonds. Cette organisation irrationnelle de l'espace est principalement due aux pratiques agricoles en usage dans la région (cultures sur brûlis) et aux habitudes alimentaires, dans un contexte de forte poussée démographique naturelle (taux de natalité élevé chez les autochtones) et artificielle, due à l'arrivée d'étrangers (réfugiés du Libéria et expatriés guinéens de retour au pays, émigrés pour certains depuis plus de trente ans en Côte-d'Ivoire et au Libéria).

Depuis l'arrivée des réfugiés, des forages équipés de pompes manuelles ont été installés par le HCR, principalement dans les centres de ravitaillement malheureusement insuffisants. C'est ainsi que la population utilise le plus souvent pour sa consommation journalière l'eau des rivières dont la mauvaise qualité est la cause de plusieurs maladies chroniques. Les infrastructures sanitaires sont également inadaptées. Les deux dispensaires manquent de personnel, de matériel et d'un approvisionnement régulier en produits et médicaments essentiels. La population a généralement recours à la médecine traditionnelle. Les endémies les plus fréquentes sont le paludisme et l'onchocercose, mais les maladies pourtant considérées comme bénignes dans un environnement sanitaire convenable, telle la rougeole, font aussi de nombreux ravages dans la population, particulièrement chez les nourrissons et les vieillards. Le manque d'établissements scolaires (quatre écoles primaires d'une, deux ou trois classes et un collège d'enseignement secondaire à Naos, soit vingt-cinq enseignants au total) et leur état déficient expliquent la mauvaise qualité de l'éducation primaire et de la formation.

Au cours des deux dernières années, malgré les contraintes climatiques, la région a pu bénéficier des effets concurrentiels de la revente par les réfugiés des produits fournis par le HCR, sur les marchés hebdomadaires. Mais l'aide internationale diminue et tend à sa fin. La demande des produits locaux sur les marchés est malgré tout très limitée dans cette région très enclavée. Dans le cadre de la restructuration de l'agriculture qui doit conduire rapidement à des excédents de production, se pose la question des débouchés pour la surproduction. L'absence d'un secteur d'emploi industriel constitue également un frein majeur à la revente des produits locaux et donc à la surproduction et à la motivation des paysans.

Le contexte démographique actuel, la forte croissance démographique normale à laquelle s'est ajoutée l'arrivée massive des réfugiés du Libéria, implique une dégradation inconsciente mais permanente des espaces cultivés et la disparition progressive de la faune sauvage. Cette situation qui pourrait avoir des conséquences dramatiques pour le milieu naturel comme pour l'avenir de la population si elle n'était pas prise en compte, révèle l'urgence d'amorcer un changement de mode de vie

et une adaptation des activités de production aux nouvelles données démographiques.

Compte tenu des besoins et des aspirations de la population (dont le niveau de vie se situe parmi les plus bas de la planète) qui sont essentiellement orientés vers une plus grande facilité de vie, il n'est pas possible humainement de faire passer au premier plan une action dirigée vers la conservation des lambeaux d'écosystèmes naturels et la sauvegarde de la faune sauvage, sans avoir auparavant pris en compte les difficultés socio-économiques actuelles de la région. Procéder différemment serait, de toute façon, préjudiciable à moyen terme à l'objectif visé de la conservation.

Malgré cette situation dramatique, les forêts naturelles du site du patrimoine mondial ont pu encore résister dans leur ensemble à la pression des cultivateurs. Il existe cependant trois foyers de pénétration au-dessus des villages de Thuo, Seringbara et Gbié, mais ils ont pu pour l'instant être circonscrits grâce à la présence de l'équipe de gardiennage.

La protection du site passe avant tout par la mise en oeuvre d'un projet d'éco-développement et ses sous-composantes d'aménagement rural qui doivent créer les contextes socio-économique et écologique favorables à la prise en charge de la gestion rationnelle des ressources naturelle renouvelables de la région par la population locale. Il s'agit de parvenir au juste équilibre entre les besoins des hommes et ceux de la conservation de la qualité de l'environnement, en tenant compte des différentes contraintes physique et humaines et en proposant des solutions pratiques adaptées. Le projet doit permettre de réussir une économie d'espace au bénéfice des vestiges des écosystèmes anciens par rapport à l'évolution catastrophique normale de la superficie des terres occupées par l'homme.

Avec ou sans l'exploitation minière, la dégradation des milieux naturels a déjà atteint un stade très avancé. Il est cependant encore temps d'entreprendre des actions qui limiteront l'emprise des hommes aux zones qui sont déjà fortement modifiées, tout en posant les bases de la valorisation rationnelle des énormes richesses potentielles de la région. Le projet industriel de mise en valeur des gisements de fer pourra être strictement contrôlé, après analyse détaillée de ses impacts environnementaux. Les conséquences environnementales de l'afflux de population qu'il suscitera, bien que plus difficiles à gérer, peuvent être circonscrites si des mesures prévisionnelles sont envisagées. Par contre, la restauration des équilibres naturels des différents milieux de la zone d'influence du Mont Nimba n'est pas une tâche facile à réussir.

ANNEXE 3 (ii)

Opinions de la population riveraine de la Réserve Rapport de Gneneyi Dore

I. Caractéristiques de la région

La partie guinéenne du massif du Mont Nimba est située à environ 1 200 km de la capitale, Conakry, dans la préfecture de Lola ; c'est une région essentiellement agro-pastorale. Cette région est ouverte et soumise à l'influence de la Côte-d'Ivoire dont la frontière passe à Nzo, et à celle de la mine exploitée par la LAMCO au Libéria. Les mouvements de personnes entre la Guinée, le Libéria et la Côte-d'Ivoire ont toujours été intenses dans cette région. Le désir de mieux vivre y est très grand.

La région est très peuplée, avec une densité de 60 hab./km² contre 30 hab./km² sur le reste du territoire guinéen. Cette densité a augmenté avec l'arrivée massive de réfugiés du Libéria et du Sierra Leone ainsi que de guinéens revenant de ces deux pays.

II. Situation socio-économique

La population, très nombreuse, est soumise aux courants des pays voisins et vit dans une région enclavée par rapport à Conakry. Le réseau routier est insuffisant et en mauvais état et il n'existe ni voies ferrées ni industrie. L'emploi industriel n'existe pas. La mine de Yekepa, au Libéria, qui accueillait de la main-d'oeuvre, est fermée depuis 1989.

Les méthodes de culture sont ancestrales et basées sur la culture itinérante sur brûlis. Etant donné le manque de terre cultivable, le temps de jachère est de quatre ou cinq ans aujourd'hui, au lieu de vingt ans en 1944. Les forêts existantes sont comprises dans la Réserve.

III. Conséquences sur la Réserve

La densité de population, le manque de bonne terre agricole et d'emploi dans les activités industrielles et commerciales font que la population locale considère de plus en plus le Mont Nimba avec des sentiments de frustration, voire d'hostilité, pour deux raisons :

1. "Pourquoi ne pas nous distribuer les terres comprises dans la Réserve ?" demande la population. "La Réserve existe depuis longtemps et notre sort ne s'est pas amélioré. Pour cultiver nous devons aller loin et il y a des conflits entre les familles et même entre les villages."

2. "Pourquoi ne pas exploiter la mine de fer comme au Libéria ? Il y a beaucoup de chômeurs parmi les jeunes qui sont souvent instruits et qui possèdent parfois ont un métier qu'ils ont

appris ailleurs. Si la mine est ouverte - dit une vieille femme du village de Gbié - mes enfants qui m'ont quittée pourront revenir chercher à travailler à la mine et ainsi ils pourront être à mes côtés et prendre soin de moi."

Dans la presque totalité des cinquante-deux villages autour de la Réserve du Mont Nimba où l'on a fait des enquêtes, la population désire vivement :

- l'ouverture de la mine de fer le plutôt possible, ce qui permettra de trouver des emplois, de désenclaver la région et d'écouler les produits agricoles ;
- le retrait des terres cultivables de la Réserve et leur distribution aux cultivateurs. La population n'est pas partie prenante dans la défense de la Réserve.

Nimba, le 24 mai 1993

ANNEXE 3 (iii)

Point de vue du Chef de la cellule "Ressources naturelles et Environnement" Préfecture de N'Zérékoré

Rapport d'Abou Cisse

Le projet minier a toujours été considéré avec bienveillance par la population de la Guinée forestière qui y voit l'espoir d'une vie meilleure grâce à la mise en valeur des gisements de fer du Mont Nimba considérés comme un bienfait, au même titre que les gisements de bauxite de Boké et Fria (Basse-Guinée), Dabola et Tougué (Haute et Moyenne-Guinée).

Cette mission a été la plus difficile et la plus intéressante de ma vie. Difficile, dans la mesure où il n'est pas du tout aisé d'identifier toutes les potentialités que recèlent le Mont Nimba ; intéressante, parce qu'elle confirme l'intérêt scientifique évoqué par notre gouvernement en faveur du classement du Mont Nimba comme site du patrimoine mondial.

A cet égard, il est donc exclu de trahir l'espoir d'une population qui n'a que trop attendu pour son développement.

Les propositions suivantes semblent intéressantes :

1. Prise en compte de ces préoccupations de la population dans tout projet minier.
2. Mise en valeur des gisements de fer du Mont Nimba qui garantirait vraiment l'appui nécessaire au projet pilote dans son rôle de surveillance continue de la Réserve de la biosphère du Mont Nimba et surtout dans l'application de son programme intégré de développement.
3. Enfin, que tout projet important comporte une étude d'impact sur l'environnement.

ANNEXE 3 (iv)

Point de vue du village de Gbié

La mission a jugé nécessaire de se rendre dans deux villages afin de s'enquérir des préoccupations des populations locales.

Les discussions avec les villageois ont été basées sur des questions précises et ont permis de traiter des problèmes concernant leur vie quotidienne :

- difficultés d'accès aux villages ;
- rareté des terres agricoles pour les uns et manque d'aménagement des plaines et bas-fonds pour les autres ;
- insuffisance du nombre d'écoles ;
- recrudescence de certaines maladies (dysenterie, coqueluche, rougeole, etc.) ;
- pratique précaire de l'élevage.

En ce qui concerne le projet minier, la population exprime le souhait de le voir devenir opérationnel ce qui, assurément, leur créerait des emplois, des revenus, leur permettrait d'écouler de leurs produits et, surtout, leur rendrait la vie plus agréable.

Etant donné les potentialités des villages et la disponibilité d'une population aussi généreuse que sympathique, il paraît opportun de lancer et mettre en oeuvre de petits projets avant le démarrage de l'exploitation des gisements de fer, pour assurer la protection du site du patrimoine mondial.

ANNEXE 3 (v)

CEDI

Rapport de mission d'Etienne Vernet

Cedi

Développement International

Rapport de Mission.

Lieu: Mont Nimba / Guinée

Date: 15 au 30 Mai 1993

Listes des participants:

Bernd van Drostre / Directeur du Comité du Patrimoine mondial -
Harold Eidsvick / Unesco - J. Koechlin / Biologiste - M. Lamotte /
Zoologiste - J.F. Pascual / Pnud - Baï Mass Taal/ Pnue - M. Mankoto
/ IUCN - E. Vernet / Cedi - B. Diallo / Assoane - M Souké / Guinée
Ecologie - M. Silla / représentant gouvernement Guinéen - S.
Traouré / représentant gouvernement Guinéen - S. Touré /
Directeur du Projet Pilote du Mont Nimba.

Introduction.

7-14
7-14
10-
Lors de la 16ème Session du Comité du Patrimoine Mondial (Santa
Fé ~~14-17~~ déc. 1992), le Comité a recommandé qu'une mission
d'experts pluridisciplinaires se rende en Guinée pour clarifier et
corriger les imprécisions liées à l'inscription du Site du Mont Nimba
sur la Liste du Patrimoine Mondial.

Conscient des problèmes créés par la confusion des limites du Site
du patrimoine Mondial et par la décision du gouvernement Guinéen
d'une part, et, d'autre part des dangers réels que présentent
l'exploitation de la mine et l'arrivée de très nombreux réfugiés, le
Comité a décidé d'inscrire le Site du mont Nimba sur la Liste du
Patrimoine Mondial en Périel.

Les objectifs de cette mission étaient les suivants:

- 1 Définir les limites précises du Site en prenant en compte son histoire et ses valeurs écologiques.
- 2 Evaluer l'impact du projet d'exploitation minière, recommander des critères de conservation du Site, examiner la gestion du Site.
- 3 Etudier la situation socio-économique avec pour optique de conseiller le Comité du Patrimoine Mondial sur des actions éventuelles.

I Les Limites du Site du Patrimoine mondial et les limites du projet minier

I.1 Historique

Au moment de l'inscription du site du Mont Nimba, 1981, le Comité accepte de nommer une surface équivalente à 17 130 hectares sur la Liste des Sites du Patrimoine Mondial. La surface indiquée dans le formulaire d'inscription présentée par la Guinée correspond à la surface définie comme Réserve Naturelle Intégrale par le Décret du 5 juillet 1944.

En réalité la surface réelle acceptée par le Comité, obtenue par planimétrie, est de 19 290 hectares qui s'étendent sur la Guinée et la Côte d'Ivoire puisque les 2 160 hectares qui ont été ajoutés en 1955 à la surface de la Réserve Naturelle Intégrale, n'avaient pas été pris en compte par le Comité lors de l'inscription.
(Voir carte #1).

La surface du Site proposée par le Guinée en 1991 est égale à 14 760 en Guinée et Côte d'Ivoire, soit une surface du site en Guinée de 9 560 hectares. Cette surface n'a jamais été acceptée par le Comité.
(Voir carte #2).

I.2 Situation actuelle

Durant les nombreuses visites sur le terrain des experts de la mission, les zones déjà dégradées, par les nombreuses prospections minières successives: 69-70 71 72 75 77 et 78, sont encore visibles sur le Mont Pierré Richaud et les prairies avoisinantes (Routes, forages; puits, etc...).

Ce qui permet de conclure sans aucun doute possible de la volonté antérieure à l'inscription à la Convention du Patrimoine Mondial, de la Guinée d'exploiter le gisement minier du mont Pierré Richaud.

Dans ce contexte consensuellement accepté par tous les membres de la mission multidisciplinaire de Mai 1993, et après de nombreuses séances de travail, la décision d'exclure les zones déjà dégradées ou potentiellement dégradables par les activités minières du Site du Patrimoine Mondial en Péril est prise.

Soit une surface de 1 550 hectares.
(Voir cartes #5 #6 #7).

La zone d'activités minières ainsi définie est détaillée sur les cartes #4-#5-#6-#7-#8.

La nouvelle surface du Site du Patrimoine Mondial en péril du Mont Nimba proposée par la Mission de Mai 1993 est la suivante:

L'aire centrale du Site plus toutes les parties de la zone septentrionale non dégradée actuellement et non concernées par la future exploitation minière.

Soit une surface de 17 740 hectares.

(Voir cartes #3 #9).

I.3 Commentaires

a) L'un des objectifs de la mission était de définir précisément les limites du Site du Patrimoine Mondial en Péril de la chaîne du Mont Nimba cet objectif est atteint.

b) Le deuxième objectif était de définir si le projet minier ne compromettrait pas l'intégrité du Site ainsi défini. Sur les bases des conclusions de l'équipe nous sommes assurés que les dégradations de la mine seront confinées dans les zones de prospection minière.

(Voir recommandations #3 #3bis #5 #6 #7 #8), au moins pour ce projet d'extraction minière.

D'autre part l'exclusion du Site des zones dégradées ou potentiellement dégradables, entraîne une nouvelle approche du problème posé lors de la 16ème Session du Comité du Patrimoine Mondial.

En effet la volonté de la Guinée de développer la région du Mont Nimba, est légitime. Nous ne pouvons par conséquent, qu'entériner la volonté de la Guinée d'exploiter le gisement, tout en insistant sur l'importance de lier la conservation de l'environnement à tout développement socio-économique. (Voir recommandations #2 #9 #10 #11 #12 #13 #14 #15)

A cet effet les mesures environnementales en vue de minimiser les répercussions de la mine sur l'environnement proposées dans le rapport du BCOM (disponible sur demande), sont satisfaisantes. Cependant des études détaillées, en particulier au sujet de la protection contre la pollution des eaux sont nécessaires.

Les financements éventuels des investissements étrangers ne sauraient être une source de revenus suffisants pour protéger de façon durable la totalité du Site du Patrimoine Mondial en Péril.

(Voir recommandations)

D'ou l'importance de rechercher d'autres financements.

Enfin les ONG sont invitées par le gouvernement Guinéen à participer pleinement à tout le processus de renégociation de la Convention Environnement entre les intérêts miniers et le gouvernement Guinéen.

(Voir recommandations environnementales)

Rappelons que, du fait de la guerre civile actuellement en cours au Libéria, un projet de cet envergure ne pourra pas voir le jour avant de nombreuses années.

Enfin un renforcement institutionnel est indispensable pour atteindre les objectifs des nombreuses recommandations de la mission, en particulier celles se référant à la protection et conservation du Site du Patrimoine Mondial en Péril.

(Voir recommandations)

II Situation socio-économique

II 1 Historique

La région du mont Nimba se situe en Guinée forestière à l'extrême Sud-Est de la Guinée. L'enclavement de cette région, l'état de délabrement, la vétusté ou l'absence des infrastructures collectives (habitat, réseau routier, eau, électricité, etc...) conduit la population paysanne à perpétuer le système des communautés quasi autonomes et ses modes traditionnels de vie.

La croissance démographique enregistrée à l'échelle nationale (taux de croissance: 2.7 %) et la densité actuelle de la population dans certaines régions de 40 à 60 ha/km² sont des données qui ne peuvent étre négligées pour l'avenir du pays et dans les choix de sa politique de développement.

II. 2 La Situation Actuelle

Les méthodes de production traditionnelles permettaient, dans le passé, de répondre aux besoins alimentaires de la population. De nos jours, elles se révèlent inadaptées d'une part à cause de l'augmentation exponentielle de la densité démographique, et d'autre part du fait des préjudices permanents et croissants qu'elles provoquent sur l'environnement et sur les potentialités des ressources naturelles.

L'une des conséquences directes des pratiques agro-sylvo pastorales, (cultures itinérantes sur brulis), se traduit par un temps de mise en jachère réduit, actuellement 4 ans voire 2 ans dans certaines zones, du fait du manque de terre. Ce type de culture contribue à la destruction des forêts et à l'érosion des terres, pour finalement conduire à une baisse des rendements déjà très faibles.

- Cette pression sur les limites du Site du mont Nimba est réelle, nous avons pu constater que déjà certains foyers de pénétration sont aux limites du Site. Ce problème doit être pris en compte immédiatement dans une politique de développement socio-économique de la région.

Le gouvernement Guinéen compte essentiellement sur l'apport financier, bien relatif, qu'apportera l'ouverture de la mine pour résoudre ce problème que rencontrent les populations locales.

Cependant la mine éventuelle ne pourra pas résoudre tous les problèmes. Il nous faut donc rechercher des alternatives financières. Les populations sont prêtes à participer à un effort de diversification de leurs pratiques agricoles dévastatrices, elles le reconnaissent volontiers, encore faut-il leur en donner les moyens.

Les enquêtes menées dans le cadre du Projet-Pilote du Mont Nimba, auprès des 52 villages qui se localisent dans la zone limitrophe au Site, révèlent le peu d'intérêt que manifestent les villageois pour la conservation de la qualité de leur environnement. Les préoccupations concernent plutôt les difficultés immédiates de la vie quotidienne, l'insuffisance alimentaire, notamment durant les périodes de soudure, le sous équipement et le manque d'infrastructures collectives.

L'assistance en cours du PNUD a permis au Gouvernement, entre autres résultats, de faire évoluer la conception du projet minier dans un sens favorable à la conservation de l'environnement des monts Nimba et au bénéfice des populations qui vivent sur le piedmont. Elle constitue un point d'appui idéal du fait du travail déjà réalisé en liaison avec les directions régionales et nationales pour une réalisation concrète de projets de développement et de conservation du Site. (Voir Projet pilote du Mont Nimba).

II 3 Commentaires

L'engagement d'une politique environnementale efficace doit s'appuyer sur la participation de la population. De la sorte, la motivation de la population peut être analysée à deux niveaux :

- Satisfaction des besoins immédiats, (autosuffisance alimentaire, acquisition de biens de consommation courante, éducation, santé);
- Possibilité effective d'entreprendre des investissements à moyen et long terme.

La stratégie du Gouvernement consisterait donc à promouvoir des actions porteuses de progrès dans lesquelles les populations trouvent leur compte et acceptent alors, en contrepartie, les contraintes qui leur sont imposées pour préserver l'environnement.

Le Projet Pilote du Mont Nimba, (PPMN), est actuellement la seule structure qui puisse permettre la mise en oeuvre des politiques nécessaires à un développement socio-économique. Les ONG guinéennes participent déjà de manière productive au projet. Les ONG internationales pourraient apporter une aide technique, humaine, voire financière dans de nombreux cas.

II 4 Proposition

Une stratégie d'intervention de la part des ONG signataires de la campagne, en relation avec la communauté scientifique, pour sauver le Site du patrimoine Mondial du Mont Nimba pourrait être réalisée dans le contexte du PPMN. Les bases pour établir un projet de démonstration des bonnes pratiques agricoles, (agro-foresterie, sylviculture, etc...) pourraient être définies.

Une réunion d'information, d'échanges de points de vue et d'expériences vécues sur ce type de développement économique, d'amélioration de l'hygiène et du système éducatif, devrait être organisée.

La liaison avec les populations locales et les associations déjà présentes sur le terrain qu'elles soient Guinéennes ou représentatives des émigrés Libérien doit être également assurée.

Enfin cette réunion pourrait rassembler les différentes parties concernées, ONG, agences internationales, scientifiques dans le but de définir les moyens d'une assistance technique à la Guinée, afin de mettre en place des programmes pour un développement durable de la Réserve de la Biosphère tels que développés dans l'Agenda 21.

La Guinée a déjà émis un avis favorable à une aide constructive et productive venant des ONG internationales, allant dans ce sens.

III Situation institutionnelle

III 1 Situation actuelle

La place importante qui sera réservée à la gestion rationnelle et à la prise en compte de l'environnement dans tous les projets de développement du 5ème programme du pays (92-96) peuvent se résumer ainsi:

- Croissance économique soutenue et durable tenant compte de la gestion rationnelle de l'environnement et des ressources naturelles.
- Développement humain impliquant l'amélioration des conditions de la vie de la population, la réduction des inégalités socio-économiques et la couverture des besoins essentiels.
- Distribution équitable des fruits de la croissance économique à travers une meilleure participation de tous les Guinéens au processus de développement.

Dans ce cadre presque "idyllique", il faut tout de même noter les difficultés de coordination des politiques que rencontre le gouvernement Guinéen. A ce titre, l'assistance du PNUD doit permettre d'acquérir les connaissances, afin de mener les études nécessaires à la préparation du schéma directeur d'aménagement intégré des monts Nimba.

Cette assistance est actuellement la seule structure capable de créer l'amorce de la modernisation des systèmes de production favorable à une meilleure gestion des terres et à la réduction des espaces cultivés.

Cette modernisation passe impérativement par un renforcement institutionnel qui fait actuellement défaut.

Ce manque institutionnel entraîne une incapacité de la part du gouvernement central de coordonner et de faire appliquer la plupart des politiques, projets élaborés pour développer la région de la Guinée forestière.

L'actuel problème que pose la question des émigrés Libérien vient accentuer les difficultés à gérer les demandes en besoins essentiels des populations locales.

III 2 Commentaires

Le caractère particulier du mont Nimba, actuellement Site du Patrimoine Mondial en Péril, de par la stratégie du projet qui consiste à mettre en oeuvre la gestion rationnelle de la Réserve de la Biosphère des monts Nimba afin d'éliminer les différents risques de disparition des reliques des écosystèmes naturels et d'appauvrissement des populations dont le niveau de vie est déjà parmi le plus bas de la planète, justifie certainement une action des ONG internationales en association avec les ONG guinéennes, et les populations locales.

Ce programme en collaboration avec les agences déjà représentées sur place, (PNUD, UNESCO, BM), ou devant l'être (FAO, PNUE) afin d'assister le gouvernement Guinéen dans sa politique de développement socio-économique et de conservation de la diversité est nécessaire.

Il est donc indispensable pour la Guinée de renforcer sa capacité institutionnelle afin de préparer la voie à ce qu'une coopération permanente et durable entre agences internationales, ONG et gouvernement.

A ce titre la création d'un Office du Mont Nimba au plus au niveau, est recommandée à la Guinée afin de conserver les richesses uniques du Site du patrimoine Mondial sur des bases nationales et internationales.

Cet Office devra travailler en liaison avec la communauté scientifique internationale, en établissant un conseil scientifique afin de renforcer la protection du Site. (Voir Recommandation)

Conclusion

Je tiens à remercier le Gouvernement Guinéen et le Comité du Patrimoine Mondial pour leur volonté de résoudre les nombreux problèmes que leur posaient les incertitudes concernant les limites du Site du Patrimoine Mondial.

Les torts à ce sujet étaient certainement partagés.

Je me réjouis que nous ayons trouvé une solution qui puisse satisfaire les différentes parties concernées. En particulier l'acceptation par la Guinée d'introduire le travail et l'expertise des ONG internationales dans ses travaux de négociations avec les intérêts miniers me paraît être un pas vers une politique de conservation et de protection environnementale du Site du patrimoine Mondial des plus prometteuse.

Je suis confiant dans le fait que les recommandations de la Mission trouveront un écho favorable auprès du gouvernement Guinéen, et

qu'ainsi nous puissions travailler ensemble afin d'allier conservation de la biodiversité et développement socio-économique.

Enfin, je salue l'expérience des membres du Projet Pilote du Mont Nimba sans lesquels cette Mission eut été impossible.

Rapport réalisé par Etienne Vernet permanent du Collectif d'Environnement Développement International.

ANNEXE 4

Historique du Projet Minier des Monts Nimba (Guinée) par Ibrahima Sory Traore

Dans le souci de diversifier ses sources de recettes en devises provenant principalement de l'exploitation des gisements de bauxite, la Guinée a décidé de mettre en valeur ses gisements de minerai de fer des monts Nimba il y a plus de vingt ans.

I. Evolution du projet minier sans les préoccupations environnementales:

1944: signalisation des indices de fer aux monts Nimba.

1957: premiers prospections de surface.

1962: ouverture de la réserve de LAMCO sur le mont Nimba Libérien

1969: réalisation par le LAMCO (Libéria) d'un sondage, deux tranchées sur le gisement du Château.

1970-71: réalisation par le PNUD des travaux de prospections minières sur les gisements du Château, Sempéré et le nord des grands rochers: sondages (2977m), galerie (104m), tranchées (550m).

1970-72: réalisation par le PNUD des travaux de prospections minière sur le gisement de Pierré Richaud: sondage (3105m), galerie (601m), tranchées (2730m) et environ 25km de route d'accès.

Au vu des résultats obtenus après les différentes campagnes de prospection, la Guinée a constitué la compagnie mixte Mifergui Nimba pour l'exploitation des gisements de minerai de fer des monts Nimba.

Juin 1973: création de Mifergui-Nimba pour une production de 15,000,000 T/an.

Juillet 1973: accord de transit entre la Guinée et le Libéria pour le transport de minerai guinéen à travers le Libéria par chemin de fer de la Lamco, en attendant l'achèvement de la construction du Transguinéen (900km environ).

Décembre 1973: décret du 27/12/73 accordant à Mifergui-Nimba la concession minière de 280km² couvrant toute la partie guinéenne des monts Nimba.

1975: étude de faisabilité préliminaire par LKAB (Suède).

1977-78: étude de faisabilité définitive par Kaiser Engineer (USA) qui a effectué sur le gisement Pierré Richaud des travaux de prospection ci-dessous. Sondage (11,577.69m), galerie (572m), environ 25 km de route d'accès.

1984: la Guinée et le Libéria envisagent l'exploitation en commune le minerai guinéen (10MT) et le Libéria (2MT), c'est le début du projet commun. Cette étude a été financée par la Banque Mondiale.

1985-1989: projet d'exploitation conjoint en association avec la Lamco et le BRGM;

1990: création de la société Nimco entre la Guinée et le Libéria et ses investisseurs privés. Production 9 à 12 MT/an.

6/8/92: décret accordant à Nimco une concession minière d'une superficie de 540 ha aux monts Nimba.

II. Evolution du projet minier avec celui des préoccupations environnementales.

La variété des richesses écologiques des monts Nimba et la beauté du site attirent de nombreuses missions scientifiques dès les années 40.

1944: le site est classé "réserve naturelle intégrale" en même temps que l'en signale les premiers indices de fer. Depuis les missions se succèdent, les unes pour les étudier la faune et la flore, et les autres pour reconnaître le gisement.

1977-78: l'exploration approfondie des gisements des monts Nimba par sondage et galerie avec une première évaluation environnementale, mais là il s'agit d'une étude de "constat" évaluation de quelques impacts et mesures correctives.

Pratiquement pendant toute cette période, les scientifiques soucieux d'étudier et de protéger les richesses écologiques au Nimba, et les promoteurs du projet minier évoluent de façon totalement indépendante.

- Les scientifiques qui ont signalé la présence du fer, n'y a portant pas d'intérêt.
- Les géologues et mineurs étudiant les gisements sans se préoccuper des richesses écologiques.

1980: avec l'appui de l'UNESCO, la Guinée manifeste son souci de concilier le projet minier et la protection du site en demandant la transformation du statut de la réserve naturelle intégral en réserve de la Biosphère du programme MAB (Man and Biosphère) qui concilie mieux développement et protection de la nature. L'aire centrale de cette réserve de la Biosphère est inscrite sur la liste du Patrimoine mondial en 1981; après 1981 on continue à s'ignorer:

1987: la perspective prochaine d'épuisement des réserves de la mine libérienne permet d'envisager le projet minier du Nimba sur une nouvelle base conjointement avec le Libéria en utilisant toutes les infrastructures existantes. Parallèlement, met en place le PAE (plan d'action environnementale) en collaboration

avec la Banque Mondiale, l'UNESCO; une équipe scientifique, le projet pilote des monts Nimba sous la direction technique de l'UNESCO est chargée d'établir l'état initial de la chaîne du Nimba pour l'EIE du projet minier, et de proposer un plan de protection du site.

C'est à partir de cette période que, sous l'inspiration de la guinée, les promoteurs du projet minier et les organisations chargés de la protection des mont Nimba, collaborent efficacement.

1990: pour satisfaire la nouvelle législation guinéen, les promoteurs du projet minier entreprennent une étude d'impact dont la réalisation est confiée à BCEOM. Réalisée en étroite collaboration avec le PPMN, l'équipe d'ingénieurs du projet, cette étude de impact conduit à proposer d'important modifications à la conception technique du projet minier de façon à en réduire les conséquences négatives sur l'environnement. Désormais, l'étude de environnementale fait partie intégrale de l'étude générale de conception du projet minier. Modifications techniques apportées:

- déplacement de la station de chargement des wagons et modification du tracé de la voie ferrée en vue d'éviter les zones de forêt dense.

- déplacement du charges carreau de la mine pour limiter l'écrêtement de la montagne de façon à réduire les conséquences climatiques.

- concentration des stériles et affluents dans la seule vallée de Zié.

- mesures de protection du réseau hydraulique aval.

l'ensemble de ces mesures entre autres a un coût: au niveau des investissements, le surcoût est estimé à 10,5 millions de dollars; au niveau des dépenses d'exploitation il est d'environ 0,8 millions par an.

En conclusion, le projet minier présente certes a un impact sur l'environnement, mais les destructions de forêt qu'il entrains sont réduites et parfaitement délimitées. Il n'y a pas des risques cachés; il peut par contre favoriser le développement économique régional. En accord avec l'administration guinéen, il sera l'un des éléments moteurs permettant la mise en place d'un schéma directeur de développement rural intégré que prépare les autorités guinéennes; il peut ainsi contribuer indirectement à une meilleur protection de la nature.

Aussi, une convention environnementale entre le gouvernement guinéen et la société minière sera signée; Elle comprend trois volets:

- un volet technique: Nimco s'engage à respecter les mesures techniques recommandées.

- un volet développement: Nimco s'intégré dans le cadre de la politique de développement régional et en favorise sa nécessité.

- un volet protection: nimco participe aux mesures de protection de ma réserve des monts Nimba.

Ainsi, le projet minier s'insère dans un environnement naturel social et culturel:

-un gisement à exploiter

- une nature à protéger

- une région à développer

ANNEXE 3 (vi)

**Point de vue des ONG guinéennes suite à la mission
interdisciplinaire dans la Réserve de la Biosphère du Mont Nimba**

Point de vue des ONG Guinéennes suite à la Mission interdisciplinaire dans la réserve de la biosphère des Monts Nimba.

De tout ce qui précède les différentes visites sur les sites (miniers, réserve de biosphère, collectivités environnantes), on se trouve placé devant une importante problématique d'environnement et de développement.

Cette situation mérite une attention toute particulière de tous les intervenants (Gouvernement, ONG nationales internationales, experts indépendants, agences multilatérales et bilatérales).

Les ONG Guinéennes voient d'un bon oeil que pour la première fois en Guinée, dans le contexte d'une prospection minière l'on se préoccupe des problèmes d'environnement.

A ce titre elles participeront de manière active aux recommandations environnementales et à l'application de celles-ci le moment venu.

C'est le lieu de rendre hommage aux pionniers qui ont su, en dépit de la situation économique de cette zone, mettre à la disposition de l'humanité une importante réserve de la biosphère dont les potentialités écologiques sont considérables au sein même du Site du Patrimoine Mondial. Notre préoccupation majeure est de savoir comment minimiser les impacts négatifs du projet minier sur l'environnement tout en protégeant le Site. La deuxième question importante est comment concilier l'exploitation minière à un développement socio-économique indispensable des populations locales enclavées qui, actuellement dégradent dans de nombreuses parties du Site la faune et la flore du fait des seules pratiques agro-sylvo pastorales qui ne peuvent pas prendre en compte la conservation du Site du Patrimoine Mondial.

Espérons que dans le cas présent la population des Monts Nimba verra enfin sa situation évoluer.

Après Rio la notion de développement durable fait obligatoirement référence à la prise en compte de l'environnement dans le développement économique

D'ailleurs un aspect fondamental est à retenir: la réserve de la biosphère des Monts Nimba n'en sera véritablement une, que si des ressources financières lui sont garanties pour la gestion et la planification de sa conservation.

Le projet pilote des Monts Nimba est donc l'instrument institutionnel le mieux indiqué actuellement pour coordonner la gestion intégrée de la réserve et des zones riveraines.

Nous demandons au gouvernement de tout entreprendre pour associer au projet pilote des Monts Nimba (PPMN) tout projet existant ou à venir et en particulier le volet d'intervention du Projet National de Gestion des Ressources Rurales (PNGRR) du Plan National d'Action Environnemental (PNAE) dans la zone. L'infrastructure déjà en place freine le rythme de pression anthropique sur la zone.

Les ONG lancent un appel à tous les défenseurs de la nature, tous les amis de la Guinée, et à tout ceux qui veulent ou prétendent l'aider, à encourager le développement de la Guinée forestière et le lier à une meilleure conservation de la zone du patrimoine mondial.

ANNEXE 4

Historique du projet minier du Mont Nimba (Guinée)

par Ibrahima Sory Traore

I. Evolution du projet minier sans préoccupations environnementales

- 1944 Premiers indices de fer dans la région du Mont Nimba.
- 1957 Premières prospections de surface.
- 1962 Ouverture de la mine de la LAMCO sur le Nimba.
- 1969 Sondage et deux tranchées effectués par la LAMCO (Libéria) sur le gisement du Château.
- 1970-1971 Prospections minières réalisées par le PNUD sur les gisements du Château, Sempéré et le nord des Grands Rochers : sondages (2 977 m), galerie (104 m), tranchées (550 m).
- 1970-1972 Prospections minières réalisées par le PNUD sur le gisement de Pierré Richaud : sondage (3 105 m), galerie (601 m), tranchées (2 730 m) et environ 25 km de route d'accès.

Au vu des résultats obtenus après les différentes campagnes de prospection, la Guinée confie à la compagnie mixte MIFERGUI-Nimba l'exploitation des gisements de minerai de fer du Mont Nimba.

- Juin 1973 Création de MIFERGUI-Nimba, pour une production de 15 000 000 tonnes par an.
- Juil. 1973 Accord entre la Guinée et le Libéria pour le transport du minerai guinéen à travers le Libéria par chemin de fer de la LAMCO, en attendant l'achèvement de la construction du Transguinéen (900 km environ).
- Déc. 1973 Décret du 27 déc. 1973 accordant à MIFERGUI-Nimba la concession minière de 280 km² couvrant toute la partie guinéenne du Mont Nimba.
- 1975 Etude de faisabilité préliminaire par LKAB (Suède).
- 1977-1978 Etude de faisabilité définitive par Kaiser Engineer (Etats-Unis) qui a effectué sur le gisement Pierré Richaud des travaux de prospection : sondage (11 577,69 m), galerie (572 m) et environ 25 km de route d'accès.
- 1984 La Guinée et le Libéria envisagent l'exploitation en commun du minerai guinéen et libérien ; début du projet commun. Cette étude a été financée par la Banque Mondiale.
- 1985-1989 Projet d'exploitation conjoint en association avec la LAMCO et le BRGM.
- 1990 Création de la société NIMCO par la Guinée, le Libéria et des investisseurs privées. Production 9 à 12 MT/an.
- 6/08/1992 Décret accordant à NIMCO une concession minière d'une superficie de 540 ha sur le Mont Nimba.

II. Evolution du projet minier et préoccupations environnementales

La variété des richesses écologiques du Mont Nimba et la beauté du site attirent de nombreuses missions scientifiques dès les années quarante.

- 1944 Le site est classé comme Réserve naturelle intégrale en même temps que l'on signale les premiers indices de fer. Depuis, les missions se succèdent, les unes pour étudier la faune et la flore et les autres pour reconnaître le gisement.
- 1977-1978 Exploration approfondie des gisements du Mont Nimba par sondages et galeries avec une première évaluation environnementale, simple constat de quelques impacts et mesures correctives. Pendant presque toute cette période, les scientifiques s'intéressent à la protection des richesses écologiques du Mont Nimba et non aux gisements tandis que les géologues et les mineurs étudient les gisements sans se préoccuper d'écologie.
- 1980 Avec l'appui de l'UNESCO, la Guinée manifeste son souci de concilier le projet minier et la protection du site en demandant de changer le statut de la Réserve naturelle intégrale en Réserve de la biosphère du MAB (L'Homme et la biosphère) qui concilie mieux le développement et la protection de la nature.
- 1981 L'aire centrale de cette Réserve de la biosphère est inscrite sur la Liste du patrimoine mondial.
- 1987 et 1989 Le gouvernement guinéen met en place le PAE (plan d'action environnementale) en collaboration avec la Banque Mondiale et l'UNESCO. Une équipe scientifique du projet pilote du Mont Nimba est chargée de proposer un plan de protection du site, sous la direction technique de l'UNESCO.

C'est à partir de cette période que, sous l'inspiration de la Guinée, les promoteurs du projet minier et les organisations chargées de la protection du Mont Nimba collaborent efficacement.

- 1990 Pour satisfaire à la nouvelle législation guinéenne, les promoteurs du projet minier entreprennent une étude d'impact de la mine dont la réalisation est confiée au BCEOM. Réalisée en étroite collaboration avec l'équipe du projet pilote du Mont Nimba et les ingénieurs, cette étude d'impact propose d'importantes modifications à la conception technique du projet minier de façon à en réduire les conséquences négatives sur l'environnement. Désormais, l'étude environnementale fait partie intégrante de l'étude générale de conception du projet minier.

Modifications techniques apportées :

- Déplacement de la station de chargement des wagons et modification du tracé de la voie ferrée afin d'éviter les

zones de forêt dense.

- Déplacement du carreau de la mine pour limiter l'écrêtement de la montagne, de façon à réduire les conséquences climatiques.
- Concentration des rejets dans la seule vallée du Zié.
- Mesures de protection du réseau hydraulique aval.

Le surcoût de l'ensemble de ces mesures est estimé à 10,5 millions de dollars pour les investissements et environ 0,8 million de dollars par an pour les dépenses d'exploitation.

.En conclusion, le projet minier présente, certes, un impact sur l'environnement mais les destructions forestières qu'il entraîne sont réduites. Le projet peut, par contre, favoriser le développement économique de la région ; en accord avec l'administration guinéenne, il sera l'un des éléments moteurs du schéma directeur de développement intégré. D'autre part, une Convention sur l'environnement va être signée par le gouvernement guinéen et la société minière ; elle comprend trois parties :

- une partie technique : NIMCO s'engage à respecter les mesures techniques recommandées ;
- une partie "développement" : NIMCO s'intègre dans le cadre de la politique de développement régional et en favorise la réussite ;
- une partie "protection" : NIMCO participe aux mesures de protection de la Réserve du Mont Nimba.

Ainsi, le projet minier s'insère dans un environnement naturel social et culturel :

- un gisement à exploiter
- une nature à protéger
- une région à développer

Mont Nimba, le 25 mai 1993

ANNEXE 5

Rapport d'évaluation de l'UICN

**RAPPORT DE MISSION AUX MONTS-NIMBA,
EN GUINEE-CONAKRY**

par:

MANKOTO MA MBAELELE,

**Vice-Président de la Commission des
Parcs Nationaux et Aires Protégées (CNPPA)
de l'UICN -Union Mondiale pour la Nature,
pour l'Afrique Francophone Sub-Saharienne,**

**Conseiller Régional de l'UICN pour l'Afrique
et**

**Président-Délégué Général de l'Institut Zaïrois
pour la Conservation de la Nature (I.Z.C.N.)**

Mai, 1993

COMPTE RENDU D'UNE MISSION EFFECTUEE AUX MONTS-NIMBA (GUINEE-CONAKRY), SOUS L'EGIDE DU CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

par: MANKOTO MA MBAELELE, Vice-Président de la CNPPA/UICN pour l'Afrique Francophone Sub-Saharienne, et Conseiller Régional de l'UICN pour l'Afrique.

1. Introduction

J'ai été invité par le Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, en ma qualité de Vice-Président de la Commission des Parcs Nationaux et Aires Protégées (CNPPA) de l'UICN Union Mondiale pour la Nature pour l'Afrique Francophone Sub-Saharienne, pour participer à la Mission pluridisciplinaire qui s'est rendue à la Réserve Naturelle des Monts-Nimba, du 15 au 30 Mai 1993. Cette Mission a été autorisée par mon Gouvernement conformément à l'Ordre de mission n° 014/CAB/MIN/ECNT/93 du 17 Mai 1993.

La Mission composée d'un groupe d'Experts interdisciplinaires d'une dizaine de personnes, comprenait des écologistes, économistes, spécialistes de l'environnement et de la gestion des parcs. Elle fait suite à la décision prise par le Comité du Patrimoine Mondial en sa 16e session tenue à Santa Fé (USA) du 7 au 14 Décembre 1992. La liste complète des participants qui comprend les représentants du Gouvernement Guinéen, du Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, du PNUE, du PNUD, de l'UICN (en notre personne), du Projet-Pilote Monts-Nimba, des ONGs française et guinéennes et du consortium du projet minier, sera jointe au rapport général de l'équipe, en cours d'élaboration sous la supervision du Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

Suite aux difficultés de communication et à la réception tardive du titre du voyage, je n'ai pu rejoindre l'équipe sur le terrain aux Monts Nimba que du 21 au 23 Mai 1993. Pendant ces deux jours de travail in situ, j'ai mis les bouchées doubles pour faire, comme les autres membres, quelques visites sur le terrain des zones de menace (démographie humaine) et de conflit d'utilisation des terres (site du projet minier Pierré Richaud). J'ai également participé aux discussions-synthèse en groupe, avant de quitter l'équipe, pour me rendre à la 35e session du Conseil de l'UICN convoquée en son siège à Gland (Suisse), du 25 au 28 Mai en cours.

2. Problématique

La Guinée, le Libéria et la Côte d'Ivoire se partagent les Monts-Nimba. La partie libérienne est la plus abîmée suite à une longue exploitation des minerais de fer qui a causé la destruction de la forêt dense humide et la disparition de la faune par le braconnage. A moins d'une erreur de notre part, l'examen du dossier révèle que la question de la gestion des Monts-Nimba a fait l'objet d'au moins dix conférences et missions internationales depuis l'inscription de ce site sur la liste du Patrimoine Mondial en 1981, (donc en moyenne un débat international par an), sans jamais aboutir à un accord définitif.

La dernière réunion d'importance en date est celle qui s'est tenue à Paris du 1er au 2 Décembre 1992 et qui a regroupé les représentants du Gouvernement guinéen, des institutions nationales, internationales et scientifiques, des ONGs et des investisseurs étrangers du projet minier, aux fins d'examiner les questions environnementales et de développement des Monts-Nimba suite à la recommandation du Comité du Patrimoine Mondial prise à Santa Fé (USA), en Décembre 1992, proposant l'inscription de la Réserve Naturelle des Monts-Nimba sur la liste du Patrimoine Mondial en péril. Il convient de signaler que l'UICN a participé à la réunion de Paris, en la personne de Gérard SOURNIA, Chargé des affaires francophones.

Le fond du problème réside en ce que la chaîne des Monts-Nimba renferme sur le même site d'importants gisements de minerais de fer de haute qualité¹ et des richesses naturelles en flore et faune d'un grand intérêt en termes de biodiversité et d'endémisme.

Par ailleurs, le dossier soumis par la Guinée et qui a servi de prise de décision par le Comité du Patrimoine Mondial en sa 5e session à Sydney (Australie) le 26 Octobre 1981, pour l'inscription des Monts-Nimba sur la liste du Patrimoine Mondial, contenait malheureusement une série d'ambiguïtés et d'erreurs concernant la superficie et les coordonnées géographiques du site. Plus grave encore, un examen attentif de la documentation montre que le Législateur guinéen depuis le début n'entendait pas inclure dans le Site du Patrimoine Mondial, le Nord de la Réserve Naturelle Intégrale, riche en fer, alors que la nomination porte formellement sur l'entièreté de la Réserve. (Voir carte en annexe 1)

3. Examen du dossier par rapport aux objectifs assignés à la Mission pluridisciplinaire.

Compte tenu de l'incompréhension qui a prévalu par le passé dans la formulation du projet et des erreurs techniques s'y sont glissées dans la présentation du dossier, lors de l'inscription sur la liste du Patrimoine Mondial en 1981, la Mission pluridisciplinaire a procédé méthodiquement par l'inspection et le constat des lieux sur le terrain, et par des discussions avec la population locale et les principaux concernés. Pour ce faire, l'équipe a travaillé sur la base des documents cartographiques précis et de l'analyse des clichés satellitaires. La participation dans l'équipe du Professeur Maxime LAMOTTE, "père-fondateur" de la Réserve Intégrale des Monts-Nimba, en 1944 et qui a mené la mission d'évaluation du site lors de son inscription sur la liste du Patrimoine Mondial, a beaucoup aidé le travail de l'équipe à rétablir les faits dans leur dimension historique.

Lors des discussions en groupe, j'ai tenu, en ma qualité de Conseiller Régional de l'UICN, pour l'Afrique, à rappeler à l'assemblée, la position prise par l'UICN lors de la 18e Assemblée Générale tenue à Perth (Australie) en décembre 1990, telle que contenue dans la résolution 18.51 sur la Protection des Monts Nimba, position qui consistait à inviter les autorités gouvernementales de la Guinée à "résister aux pressions favorables aux activités minières et à toute autre activité menaçant l'intégrité naturelle du site, et en particulier, de rejeter le projet d'exploitation des gisements de fer, de mettre en route un plan d'aménagement de la région garantissant la protection du site"².

Mais sur le terrain, force est de reconnaître que devant la persistance du Gouvernement guinéen de vouloir exploiter les gisements de fer des Monts-Nimba, volonté maintes fois exprimée depuis plus de 20 ans, un compromis était nécessaire "pour sauver les meubles".

¹ On estime à un milliard de tonnes, les réserves géologiques possibles dans l'ensemble de la partie septentrionale de la Réserve comprenant quatre gisements: le Pierré Richaud, le Signal Sempéré, le Château et les Grands Rochers. Les réserves prouvées dans le périmètre d'exploitation du seul Pierré Richaud (près de 200 ha), sont de l'ordre de 350 millions de tonnes de fer de meilleure qualité (66,7% de teneur en fer). Le projet minier vise une exploitation de 9 à 12 millions de tonnes par an pendant 25 ans, avec des retombées directes (encore sous estimées d'après certains rapports de spécialistes) de l'ordre de 35 millions de dollars américains par an pour le Gouvernement guinéen.

² Il convient de rappeler que cette recommandation a été adoptée à Perth, par consensus. La délégation de la France, Etat-Membre de l'UICN, a indiqué que, s'il y avait eu un vote, Elle se serait abstenue.

3.1 Recommandation d'une limite appropriée de la partie guinéenne des Monts Nimba, en tant que Site du Patrimoine Mondial.

Après débats et délibérations, un consensus a été trouvé sur la question des limites (voir carte en annexe 2). Plusieurs arguments militent en faveur de cette recommandation:

- a) Contrairement à la proposition de redélimitation présentée par la Guinée en 1991 (voir carte en annexe 3), et qui réduisait la superficie de la Réserve à 14.760 ha, faisant perdre à celle-ci 30% de sa partie septentrionale, la Mission recommande une configuration du Site basée sur une superficie de 17.552 ha³.
- b) Les principaux types de végétation (forêt dense humide, semi-décidue, forêt submontagnarde à Parinari, savane d'altitude à Loudetia), et les espèces endémiques de faune, concentrés dans la partie Nord du Site, sont ainsi sauvegardés sur au moins 20% de la zone convoitée, et qui fut à la base des inquiétudes exprimées à juste titre, par l'UICN, dans le rapport DELVINGT & WILSON (Novembre 1991) et par Jeffrey SAYER.
- c) La zone dégradée à exclure définitivement du Site du Patrimoine Mondial du fait des dommages causés à l'environnement par des prospections minières antérieures (1970-79) à l'inscription du Site au titre du Patrimoine Mondial en 1981, est estimée à 1.738 ha (surface calculée au planimètre sur carte d'1/40.000e de 1955), soit 9,9% de la superficie totale de la Réserve Naturelle Intégrale. Et au sein de cette aire dégradée, l'emprise du projet minier, d'après les dossiers qui nous ont été présentés, ne portera que sur environ 400ha, soit sur 1/5e de la zone dégradée et uniquement au niveau du gisement Pierré Richaud.

Mais ce scénario n'est valable que si le Gouvernement guinéen s'engage devant la Communauté Internationale, dans le cadre de la Convention du Patrimoine Mondial qu'il a ratifié, à ne pas remettre en cause l'intégrité du site tel que défini, par de nouveaux projets d'exploitation d'autres gisements de fer contenus dans la Réserve Naturelle Intégrale (Signal Sempéré, Château et Grands Rochers).

Si cet engagement peut être pris aujourd'hui, conformément au souci de la Guinée, exprimé à la réunion de Paris, de préserver le site du Patrimoine Mondial, tel qu'il sera défini par la Mission d'évaluation pluridisciplinaire, le sera-t-il avec la même efficacité dans les décennies à venir? Telle est la question fondamentale qui se pose. C'est pourquoi, la Mission a recommandé comme garde-fou, la constitution d'un Comité International de suivi (panel d'Experts) qui devra, de concert avec le Gouvernement guinéen, veiller à ce que l'exploitation minière se trouvant à proximité de la Réserve Naturelle Intégrale, se fasse en respect des normes environnementales, et ce dans le cadre d'une Convention-Environnement négociée.

J'ai insisté sur la participation de l'UICN à ce Comité de suivi, auquel on devra donner des moyens de sa politique.

3.2 Evaluation de l'impact du projet d'exploitation minière et du plan de gestion du site pour des mesures plus efficaces.

La Mission a approuvé le train de mesures proposées par le Projet Pilote MAB-Monts Nimba et le Comité National MAB-Guinée, lesquelles se résument en la modification de diverses composantes du projet de base, pour remédier aux effets de l'exploitation minière sur l'environnement, à savoir:

³ Il convient de souligner que la nouvelle délimitation (17.552 ha) donne une superficie légèrement supérieure à celle de 17.130 ha annoncée au moment de l'inscription du Bien sur la Liste du Patrimoine Mondial, en 1981 (erreur de calcul dans le dossier initial?)

- déplacement du carreau de la mine des hauteurs du Pierré Richaud en un autre endroit qui ne modifierait pas de façon notable la ligne de crête de cette partie de la chaîne des Monts Nimba, servant de rempart aux vents secs de l'harmattan;
- concentration des dépôts stériles dans la seule vallée du Zié, afin de limiter l'emprise de la pollution sur le milieu naturel et construction de deux barrages de décantation pour contrôler les écoulements et retenir les particules fines résultant de l'exploitation. Le but étant d'éviter la pollution de la Cavalli qui ceinture la Réserve et qui reçoit plusieurs rivières tributaires de la région avant de traverser la Côte d'Ivoire.
- protection de la Réserve Naturelle Intégrale, (site du Patrimoine Mondial) par le positionnement des installations (zones d'habitation des mineurs, silos de chargement des wagons, services généraux et lignes de chemin de fer) en dehors de la Réserve. Signalons que le projet minier guinéen se base sur les infrastructures du Libéria pour le traitement et l'évacuation facile des minerais de fer par le port de Buchanan.

Toutefois, j'estime que pour mieux faire, la révision du plan de gestion est indispensable et une assistance internationale est requise à cet effet.

Une telle étude à mener sous l'égide du Centre du Patrimoine Mondial, nécessite un financement adéquat de la part des Bailleurs de fonds et l'expertise de l'UICN.

3.3 Situation socio-économique et démographique de la région et recommandations

Les visites sur place ont confirmé la menace qui pèse sur la Réserve Naturelle Intégrale, du fait de la croissance démographique dans cette région forestière qui se trouve être la plus élevée de la Guinée (50 à 60 habitants au Km² contre une moyenne de 15 à 30 habitants au Km² dans le reste du pays). La population locale enclavée, généralement pauvre, cultive principalement le riz pluvial et pratique l'agriculture sur brûlis, grande consommatrice d'espace. En certains endroits visités par mes collègues de la Mission, les cultures intercalaires s'approchent dangereusement des limites de la Réserve, voire se trouvent dans les limites de celle-ci.

Le problème des réfugiés libériens qui sont très nombreux, soit près de 80,000 personnes dans les parages des Monts Nimba et environ 500.000 dans la Guinée forestière, est venu compliquer la situation ces dernières années.

Par ailleurs, d'après les témoignages recueillis des responsables du Projet Pilote, la faune sauvage des forêts denses humides au pied des versants, est très braconnée. Le braconnage a atteint son paroxysme, par manque de surveillance, lors des prospections minières des années 70, par des paysans forestiers et donc, chasseurs, devenus ouvriers des équipes de prospection.

D'où, en mon sens, les mesures urgentes et graduelles suivantes devraient être prises en ce qui concerne la protection des valeurs universelles du Site du Patrimoine Mondial:

- a) Mise en place d'une équipe de Gardes pour assurer la surveillance de la Réserve Naturelle Intégrale. Ceux-ci devraient être équipés et bien formés pour remplir également la mission d'éducation du public et d'observateurs scientifiques (Eco-Gardes). Des données chiffrées sur l'évaluation du besoin en personnel de surveillance, en frais de fonctionnement et d'investissement, existent à cet effet dans l'étude du Projet-Pilote MAB.
- b) Renforcement du statut légal du Site. Il s'agit d'actualiser et d'adapter, le vieux Décret de 1944, portant création de la Réserve Naturelle Intégrale des Monts Nimba, en fonction de la nouvelle législation guinéenne en matière des Eaux et Forêts- (s'il en existe une).

- c) Appui des Bailleurs de fonds au Projet de développement rural intégré présenté au PNUD par le Gouvernement de la République de Guinée, visant à promouvoir un développement de la région basé sur les activités agro-sylvo-pastorales, et impliquant la participation des populations locales et des ONGs.
- d) Veiller, en cas de mise en route du projet minier, que les retombées directes soient en faveur des populations locales d'abord, non seulement en termes d'emplois, mais aussi par le relèvement réel du niveau de vie du paysan et de son bien-être (équipements sociaux, scolaires, de communication, appui aux projets agro-sylvo-pastoraux visant la rentabilité et la préservation des écosystèmes forestiers fragiles, etc.)
- e) Rendre effectif le projet d'Accord de coopération scientifique et technique pour la conservation des écosystèmes des Monts Nimba tel que proposé par la Réunion technique de concertation sur la protection des Monts Nimba entre la République de Côte d'Ivoire et la République de Guinée, tenue aux Monts Nimba du 26 Juin au 4 Juillet 1992. Le site devenu ainsi un bien commun, pourra bénéficier d'une plus grande attention de la communauté internationale et de l'aide au titre de projet régional.
- f) Maintenir les Monts Nimba sur la liste du Patrimoine Mondial en péril, comme décidé par le Comité du Patrimoine Mondial à Santa Fé (USA), en Décembre 1992, en attendant l'amélioration de la situation par la poursuite des efforts à tous les niveaux, et par souci de transparence internationale dans la gestion de ce Bien naturel du Patrimoine Mondial.
- g) Encourager le Gouvernement Guinéen à finaliser ses démarches d'adhésion à l'UICN - Union Mondiale pour la Nature, pour maintenir le dialogue ainsi amorcé et permettre à cet Etat de suivre et de participer efficacement aux activités internationales de l'Union.

4. Conclusion et avertissement

La recommandation de la Mission pluridisciplinaire d'évaluation concernant les nouvelles limites de la Réserve Naturelle Intégrale des Monts Nimba en tant que Site du Patrimoine Mondial, est un consensus résultant d'un examen approfondi de la question sous tous ses aspects (juridico-administratif, écologique, et socio-économique), par l'équipe d'Experts internationaux désignés par le Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, en accord avec le Gouvernement de la République de Guinée et les Institutions concernées.

En résumé, cette recommandation consiste en:

1. Le retrait de 9,9% de la zone dégradée comprenant le Pierré Richaud du statut de la Réserve Naturelle Intégrale, en tant qu'elle ne remplit plus les critères intrinsèques des valeurs universelles du Patrimoine Mondial.
2. Le "rattachement" de près de 20% de la partie septentrionale au reste de la Réserve, compte tenu de son intérêt en matière de biodiversité et d'endémisme, sans compter l'aspect d'extraordinaire beauté du Site.

Cette solution suppose que le Gouvernement Guinéen accepte de renoncer à son projet de 1991, consistant à préciser l'exclusion de toute la partie Nord de la Réserve, qui dans son esprit, ne devait pas faire partie intégrante du Site du Patrimoine Mondial.

Par ailleurs, le dossier de demande d'inscription tel que présenté par la Guinée au Comité du Patrimoine Mondial en 1981, ayant proposé dans les faits, toute la Réserve Naturelle Intégrale dans sa superficie originelle de 1944, il ne serait pas juste, à notre avis, de vouloir condamner les Instances Internationales (UNESCO - Patrimoine Mondial et UICN) d'avoir fait confiance aux Autorités guinéennes.

Quoiqu'il en soit, la présente solution n'est peut-être pas la meilleure qui puisse être, mais c'est le moindre des maux. En tout état de cause, dans l'état actuel des choses, après plus d'une décennie de débats et polémiques sur les Monts Nimba, il fallait bien une décision visant à sauvegarder encore l'essence de la Réserve Naturelle Intégrale, que pas de décision du tout.

De façon imagée, "l'épine" ainsi extraite de la "plante de pied" des Monts Nimba, il sied d'intervenir rapidement pour soigner "la plaie" afin d'éviter la gangrène post-opératoire. Voilà pourquoi la recommandation de notre Mission pluridisciplinaire d'évaluation est assortie des conditions essentielles qu'il convient de rappeler:

1. Mise en place d'un panel d'Experts (Comité international de suivi) qui devrait bénéficier des moyens et d'une autonomie d'action. L'UICN devrait être étroitement associé à ce panel.
2. Maintien du Site sur la liste du Patrimoine Mondial en péril, pour garantir le monitoring qu'il faut dans les années à venir.
3. Promotion d'un projet de développement rural intégré dans la région avec l'appui des Bailleurs de fonds, pour stabiliser la population, combattre la pauvreté, et réduire l'impact des activités humaines sur le Site du Patrimoine Mondial.

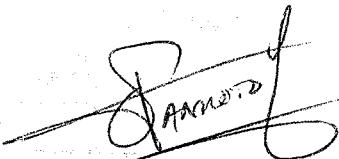
5. Remerciements

Je saisis cette occasion pour remercier le Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, pour avoir bien voulu m'associer à cette importante Mission pluridisciplinaire d'évaluation aux Monts-Nimba, Site du Patrimoine Mondial.

Mes remerciements s'adressent également au Gouvernement du Zaïre pour m'avoir autorisé à participer à cette Mission d'Experts internationaux.

Le séjour aux Monts-Nimba a été rendu agréable, grâce à l'hospitalité et à l'esprit d'organisation du Conseiller Technique Principal et de son homologue Guinéen, Directeur du Projet-Pilote Monts Nimba, qui se sont surpassés pour accueillir la Délégation d'Experts dans de bonnes conditions en ce coin perdu de la Guinée forestière où le "self supporting" est une condition indispensable de service. Je leur dis, merci.

Fait à Gland, le Jeudi 27 Mai 1992



MANKOTO MA MBAELELE
Vice-Président de la Commission
des Parcs Nationaux et Aires Protégées (CNPPA)
de l'UICN pour l'Afrique Francophone Sub-Saharienne,

Conseiller Régional de l'UICN pour l'Afrique
et Président-Délégué Général de l'Institut Zaïrois
pour la Conservation de la Nature (I.Z.C.N.)

MISSION AUX MONTS-NIMBA (GUINEE CONAKRY)

CARNET DE ROUTE

- Samedi 15 Mai 1993:** - Démarches à Brazzaville par mon Directeur chargé des Relations Publiques, pour le retrait du titre de voyage envoyé par l'UICN à l'aéroport de Maya-Maya, et arrangements pour mon voyage en Guinée-Conakry.
- Lundi 17 Mai 1993:** - Démarches avec succès, par mes Services auprès des Ambassades de la Guinée, de la Suisse, et des Pays-Bas, pour l'obtention des visas.
- Mardi 18 Mai 1993:** - Traversée Kinshasa-Brazzaville, par bateau-vedette, et poursuite du voyage par vol AIR AFRIQUE Brazzaville-Abidjan. Obtention du visa à l'aéroport et nuit à Abidjan.
- Mercr. 19 Mai 1993:** - Poursuite du voyage, par vol AIR IVOIRE Abidjan-Conakry. Installation à NOVOTEL-Conakry.
- Jeudi 20 Mai 1993:** - Contact avec Ibrahima MAGASSOUBA, Secrétaire Général de la Commission Nationale pour l'UNESCO. Arrangements pour le voyage aux Monts Nimba avec Madame CAMARA du PNUD.
- Vendr. 21 Mai 1993:** - Vol Conakry-Nzérékoré, par Bimoteur GUINEE AIR SERVICE (1h30 de vol). Accueil par Saramady TOURE, Directeur du Projet-Pilote Monts Nimba. Voyage Nzérékoré-Monts Nimba (2 heures de route). Accueil et rencontre avec les autres Membres de la Mission pluridisciplinaire. Briefing par Harold EIDSVIK, du Centre du Patrimoine Mondial, Chef de la Mission, par le Directeur du Projet-Pilote Monts Nimba et par le Docteur Jean-François PASCUAL, Conseiller Technique Principal du dit Projet. Examen des imageries Landsat de la région.
- Samedi 22 Mai 1993:** - Visites sur le terrain, en compagnie du Directeur du Projet-Pilote. Dans l'avant-midi: Visite de l'ancienne Station de recherches de l'IFAN (Institut Fondamental d'Afrique Noire); Village de Nzô, et rencontre avec le Sous-Préfet de Nzô.
- Dans l'après-midi, en compagnie du Directeur du Projet-Pilote et des représentants du projet minier NIMCO: visite de la zone dégradée par les prospections minières (Pierré Richaud), du Signal Sempéré.
- Dans la soirée: discussion en groupe et conclusions préliminaires. Profil du rapport final.
- Diman. 23 Mai 1993:** - Retour Monts Nimba-Nzérékoré, en compagnie du Conseiller Technique Principal du Projet Pilote. Rencontre à l'aéroport de Nzérékoré avec le Docteur Bernd VON DROSTE, Directeur du Centre du Patrimoine Mondial, arrivant de Paris, via Conakry. Echange de points de vue à l'aéroport. Vol Nzérékoré-Conakry, par Bimoteur GUINEE INTER AIR. Nuit à Conakry.

- Lundi 24 Mai 1993:**
- Visite à la Commission Nationale pour l'UNESCO. Visite aux Bureaux de l'ONG "Guinée-Ecologie" et de MIFERGUI/NIMCO. Contacts avec le Directeur chargé du Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE)⁴
 - 21h50: Départ à destination de Genève, via Amsterdam, par vol KLM, pour la 35e session du Conseil de l'UICN.

⁴ Il était prévu depuis les Monts Nimba que je rencontrerais le Secrétaire Général du Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement à Conakry pour une séance de travail. Ce dernier étant en mission à l'étranger, j'ai mis ma journée de Lundi à profit pour prendre contact avec les responsables des Services précités. Par la suite, on m'apprendra tardivement que j'étais attendu, par le Ministre des Ressources Naturelles et de l'Environnement lui-même, à 12h30. Avec beaucoup de regret, j'ai dû transmettre mes excuses à Monsieur le Ministre tout en le rassurant que dans le cadre de la Mission restée aux Monts Nimba, il était prévu une série de rencontres avec les Autorités Guinéennes à Conakry.

ANNEXE 6

Liste des participants

Abou Cisse	Gouverneur de N'Zérékoré
Mamadou Bella Diallo	Assoane, BP 2006, Conakry
Ceoui Dore	MIFERGUI
Gneneyi Dore	MIFERGUI
Harold Eidsvik	WHC/UNESCO
Jean Koechlin	Professeur de Botanique, Paris
Sidiki Kone	Projet pilote Nimba
Maxime LaMotte	Consultant, UNESCO
Mankoto Ma Mbaelele	UICN, Kinshasa
Jean-François Pascual	PNUD, Conakry
Mamadou Sylla	MRNEE (Guinée)
Sekou Sylla	Guinée Ecologie
Saramady Toure	Projet pilote Nimba, BP 3266
Ibrahima Sory Traore	Projet minier de la NIMCO
Etienne Vernet	CEDI, Paris
Bernd von Droste	WHC/UNESCO
Bai-Masse Taal	PNUE

* Tous les participants ne sont pas restés avec le groupe pendant toute la durée de la mission.